

ENTRAIDE &



SOLIDARITÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Mardi 28 mai 2019



Dîner solidaire 29 novembre 2018



Dévoilement de la plaque du Parvis
30 novembre 2018



Inauguration du PSM 4 juillet 2018

Table des matières

RAPPORT MORAL	3
LES COMMISSIONS	6
Commission vie associative	6
Groupe de suivi du Plan stratégique (2017-2020)	7
Commission bénévolat	9
Commission communication : développer la notoriété de l'association	9
Commission Finances	10
Commission prison/justice	11
LES RESSOURCES HUMAINES	12
Les salariés	12
Les bénévoles	13
Les fonctions support	14
LES SERVICES	15
Le secteur accueil orientation	17
Le SAO	17
Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)	18
Le 115	18
La Commission Unique d'Orientation	20
La maraude	21
L'Accompagnement Vers et Dans le Logement (AVDL)	22
L'action Familles solidaires	24
Le service des mineurs non accompagnés	25
Relogement et accompagnement des réfugiés	26
Le secteur santé	30
Le cabinet médical	30
L'Accès, Médiation et Coordination des Soins (AMECS)	30
Les Lits Halte Soins Santé (LHSS)	31
L'ATHOBA	33
Le secteur hébergement	35
L'Hébergement d'urgence	36

L'hébergement d'insertion.....	37
Les faits marquants 2018	42
Perspectives 2019	43
Le secteur insertion par l'activité économique.....	46
Le dispositif AVA.....	46
Les chantiers d'insertion	49
Le secteur formation	53
EXPRESSION DES PERSONNES ACCUEILLIES.....	58
LA COMMISSION TRANSGRESSION.....	59
RAPPORT DE GESTION 2018	60
RAPPORT D'ORIENTATION	64
GLOSSAIRE	65

RAPPORT MORAL

Agir pour une société durable

Le manifeste publié à l'issue du congrès de l'UNIOPSS en avril 2018 rappelle l'attachement des associations de solidarité à une société humaniste, solidaire, engagée, égalitaire, adossée à un État de Droit, inclusive et accueillante, une société économe des ressources de la planète, capable d'associer l'écologie et le social.

Nous avons engagé une action en ce sens s'agissant de nos bâtiments et du fonctionnement de nos services.

Une vision d'une société que certains vivront comme idéaliste, d'autres comme utopique, mais vision que nous partageons pleinement et que nous nous engageons à porter.

Des valeurs aux actes

Nous souhaitons que cette AG soit l'occasion de saluer toutes celles et ceux, adhérents, professionnels, personnes accompagnées, bénévoles, qui se sont mobilisés d'octobre 2017 à novembre 2018 pour témoigner des valeurs portées par l'Entraide lors des différentes manifestations organisées à l'occasion de l'anniversaire des « 70 ans ».

Ce fut le rallye vélo qui permit aux participants de découvrir à travers des lieux emblématiques l'histoire de l'association, puis en novembre, en point d'orgue des réjouissances, un dîner solidaire et très convivial. Une année très riche en événements, qui vit aussi l'aboutissement d'une démarche entreprise depuis longtemps par l'Association des Amis de l'abbé Pineau, le diocèse et l'Entraide : un parvis à Tours nord baptisé « Abbé Gaston-Pineau », geste de reconnaissance adressé par la collectivité tourangelle au fondateur de l'Entr'Aide Ouvrière et à son combat pour l'accueil des plus démunis.

Aujourd'hui, justement, dans notre pays, savons-nous encore accueillir ? Telle est la question que nous pouvons collectivement nous poser.

Préserver le principe d'inconditionnalité de l'accueil

Nous tenons à saluer le fait qu'il n'y ait eu aucun enfant, aucune famille à la rue durant l'hiver. Mais il n'y eut pas non plus « zéro personne sans hébergement », et nous ne pouvons une fois encore que le déplorer et souligner notre inquiétude quant à la fermeture des places hivernales.

En novembre dernier, treize associations, constatant que le nombre de refus au 115 allait jusqu'à 90 certains soirs, avaient adressé un courrier à Mme la Préfète avec copie aux parlementaires, au Président de la Métropole et au Maire de Tours. Aucune réponse écrite n'y a été apportée.

De même, notre proposition d'organisation d'une nuit de la solidarité, comme dans certaines métropoles, afin de recenser le nombre de sans-abri présents dans l'espace public et certains lieux spécifiques comme les gares, les parkings, les hôpitaux, n'a pas été retenue.

La solidarité ne doit souffrir d'aucune exception

Dans les années à venir, les arrivées de migrants vont se poursuivre en raison des crises politiques et humanitaires, ainsi que des effets du changement climatique. Il faut le prévoir pour ne pas le subir.

Les associations participantes à la Coordination Migrants ont poursuivi leurs échanges avec le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale, les députés, la première adjointe au maire de Tours, et ont entamé une réflexion concernant un projet d'ouverture d'un équipement de premier accueil pour les migrants à Tours.

Le conseil d'administration de l'Entraide a commencé à en débattre afin de préciser quel pourrait être le positionnement de l'association.

Les associations peuvent-elles, doivent-elles prendre l'initiative d'un tel projet, ou faire pression sur les pouvoirs publics ?

L'accueil des migrants doit-il être inconditionnel ou réservé aux seuls demandeurs d'asile ?

Comment concilier l'inconditionnalité de l'accueil et de la solidarité avec les moyens dont dispose notre association, pour que le principe d'inconditionnalité ne soit pas seulement une posture militante ?

Telles sont les questions posées, dont nous reparlerons dans les prochains mois.

Imaginer des solutions innovantes, réduire les inégalités d'accueil et d'accompagnement

À l'occasion de la réponse à un appel à projets concernant l'ouverture d'un centre pour l'hébergement d'urgence, mais aussi par des prises de parole dans les différents lieux où nous siégeons, nous avons réaffirmé notre position associative : non-remise à la rue le matin des personnes hébergées, participation des personnes hébergées dans les différentes instances, droit à l'accompagnement social.

Nous avons aussi accepté de mener une mission d'évaluation sur la situation des familles bulgares installées sur le site des Iles Noires à La Riche alors qu'aucune autre structure n'avait répondu à l'appel à projet : pour notre association, toutes les populations ont droit à un suivi social et aucune difficulté, de quelque nature qu'elle soit, ne doit empêcher la mise en œuvre de ce principe.

Participer à la déclinaison du « Plan pauvreté » dans notre département

À la sortie de ce plan, nous n'avons fait aucune déclaration publique. Certaines annonces nous paraissaient intéressantes, entre autres : « *construire un avenir pour les sortants de l'ASE et de la protection judiciaire* ». Nous savons que 20% des sortants de l'ASE (Aide sociale à l'Enfance) se retrouvent sans domicile fixe, ils représentent 50% des jeunes à la rue, et les mineurs étrangers que nous accompagnons sont directement concernés.

Nous serons très vigilants quant à l'application de ce plan, afin notamment que cette annonce se traduise dans les faits.

La « stratégie de lutte contre la pauvreté » semble vouloir donner la priorité à la prévention, en particulier envers les enfants. Cela ne doit pas faire oublier que certains d'entre eux vivent dans des familles qui, du fait d'un non accès à des droits pérennes, ont des conditions très difficiles de logement, d'accès à la santé, à l'éducation.

Nous regrettons que n'ait été prévue aucune accélération de la régularisation des familles « sans papiers » qui ont démontré toute leur capacité d'intégration.

L'association exercera la même vigilance quant aux mesures issues du « grand débat national ». Elle cherchera à prendre sa part de la mise en œuvre des actions qui visent à lutter contre les exclusions.

Accueillir, accompagner les réfugiés

Les nombreuses actions menées par l'association sont développées dans le rapport d'activité. Tous les secteurs de l'association sont concernés : accès au logement, aux droits, apprentissage linguistique et accompagnement vers l'insertion professionnelle...

Exercer notre solidarité envers les personnes sous-main de justice et leurs familles

Une réflexion a été menée par le groupe Prison-Justice et partagée au conseil d'administration, afin de positionner clairement notre association sur « le sens de la peine » et ce que nous souhaitons promouvoir. En particulier : « *reconnaitre à chacun, quelle que soit son histoire, la possibilité de se réinsérer. Cette conviction conduit les différents intervenants à passer d'une logique de réparation à une logique de réinsertion par la formation et l'accompagnement, afin de préparer la sortie* ». Notre action en ce sens a été reconnue, et nous souhaitons la développer, dans un premier temps par la gestion de « placements extérieurs ».

Renforcer nos partenariats

C'est l'Axe 2 de notre Plan stratégique. En 2018, nous avons poursuivi les collaborations engagées avec nos partenaires, et ouvert d'autres types de partenariats en particulier avec l'ITEP (Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique) de Mettray, avec lequel plusieurs projets autour de l'insertion professionnelle et de la formation sont en chantier.

Notons aussi une participation active aux réseaux auxquels nous sommes adhérents, que ce soit au sein de la FAS - trois administratrices de l'Entraide participent aux instances régionales de la Fédération - qu'au titre de l'URIOPSS.

Nous participons au GLASS (Groupe de liaison départemental des associations sanitaires et sociales), ce qui nous permet de connaître les problématiques locales des différents secteurs. Afin de favoriser l'action et la reconnaissance du poids des associations, un document a été créé qui devrait être en 2019 le support d'échanges avec les conseillers départementaux.

Développer les participations citoyennes, la communication envers nos adhérents, mettre en œuvre des actions militantes

Les actions menées en déclinaison de ces axes forts de notre Plan stratégique sont développées dans les écrits des différentes commissions.

Adapter notre Projet associatif

Au fil des années, nous devons revoir la teneur de notre Projet associatif afin de l'adapter à l'évolution des personnes accompagnées, aux enjeux sociétaux, à de nouvelles contraintes, le faire évoluer tout en restant fidèle aux valeurs et principes fondateurs. Ce chantier va être ouvert en 2019.

LES COMMISSIONS

Commission vie associative

La commission Vie Associative s'est réunie régulièrement depuis notre dernière AG

Conformément à sa feuille de route, elle a exercé ses missions traditionnelles et envisagé plusieurs points liés à l'actualité qui ont été ou non réalisés :

- missions traditionnelles :

-Gérer le fichier des adhérents : examen des demandes d'adhésion, suivi du paiement des cotisations, relances, participation au groupe de travail sur la protection des données

Notre association compte à ce jour 348 adhérents dont 68 nouvelles adhésions

-Organiser des journées de présentation qui permettent de faire connaître l'étendue de nos activités aux nouveaux salariés, adhérents, bénévoles et à toute personne intéressée

L'équipe animatrice s'est élargie à de nouveaux administrateurs ce qui permet une organisation plus fluide

-Aller à la rencontre des adhérents et du public

-Participer à diverses manifestations (« pot au feu » organisé aux halles, présentation dans le monde étudiant ...)

-Participer à l'organisation de l'Assemblée Générale : rédaction lettres d'invitation, répartition des pouvoirs

Une réflexion est en cours à partir des données de notre fichier sur l'animation de notre association et le recrutement de nouveaux adhérents : il est indispensable de dynamiser les liens avec nos adhérents et de favoriser la participation aux événements organisés par l'Entraide.

- actions nouvelles :

- lors de la mise en œuvre du Plan Grand Froid par la préfecture, des membres de la commission ont organisé avec des adhérents la « garde de jour » du gymnase de Saint Avertin pour éviter que les personnes accueillies soient remises à la rue.

Cette position a été validée en CA et le principe de sa mise en œuvre validée pour 2019.

-La commission a tenté d'organiser un temps de réflexion et de partage sur le thème de la migration mais cela n'a pas abouti : à revoir pour la prochaine année ?

-Dans le cadre du Grand Débat, la commission avait décidé de participer sous une forme à définir à cet événement : l'organisation par la FAS d'un débat avec les personnes accueillies a rempli cet objectif.

- Revisiter notre projet associatif : ce sera l'objectif pour cette année car le texte précédent date de juin 2013 et il est nécessaire de le revoir pour tenir compte des évolutions de notre société, de notre association et de son environnement.

Groupe de suivi du Plan stratégique (2017-2020)

Conjuguer militantisme et professionnalisme : des valeurs aux actes

Ce groupe est constitué de :

Marie-Paul Legras-Froment (Présidente), Frédéric Fleury (Administrateur), Éric Le Page (DG), Christelle Dehghani (DGA), Gaëtan Dehenne (Directeur Financier) et Jean-Noël Rouet (Trésorier et Responsable du Groupe).

Sa mission : Organiser le suivi et la communication sur l'avancée du plan d'action.

À ce titre il a présenté les réalisations suivantes au CA du 12/12/2018 qui les a validées :

Axe 1 - Accentuer la participation des personnes accueillies et des salariés en insertion

- Développer et harmoniser la démarche participative pour en renforcer l'efficacité
- Recenser l'avis des personnes accueillies pour améliorer la qualité des prestations
- Rendre les personnes accueillies actrices

Sur cet axe, un important travail a été réalisé

- Sous la conduite du Directeur de l'Hébergement avec l'aide de Francis Berthon (Administrateur) et la mobilisation des membres du CVS, une présentation détaillée a été faite au CA du 3/10/2018
- De sérieuses enquêtes de satisfaction ont été menées sous la conduite de Frédérique Vallée (Administratrice) avec la participation d'administrateurs et présentées au même CA du 03/10/2018.

Axe 2 - Renforcer nos partenariats

- Développer nos activités par la coopération et non par la concurrence
- Repérer d'autres acteurs avec lesquels échanger
- Poursuivre nos échanges avec nos partenaires associatifs pour dégager des prises de positions / actions solidaires

- Le suivi et la quantification des actions concrètes sont à améliorer
- Mais le réflexe du partenariat, de la coopération et du refus de la concurrence est acquis et se manifeste lors de nombreuses actions

Axe 3 - Rechercher l'adéquation entre les besoins repérés et les moyens à mobiliser

- Aller vers plus de participation des salariés aux réflexions et aux projets
- Créer des espaces intermédiaires pour permettre aux adhérents et bénévoles d'être mieux associés à la réflexion sur les projets de l'association
- Structurer notre organisation pour l'adapter aux évolutions
- Développer un espace de recherche évolution prospective

Très nette accélération des réalisations depuis le printemps 2018 par l'implication de la Direction Générale et du CODIR :

- Communication sur les projets IAE, MNA, LAM etc.
- Groupe de travail « Environnement » avec François Curis (Administrateur)
- Groupe de travail « Prospective logement » avec François Ferrisse (Administrateur)
- Possibilité d'effectuer les dons sur le site E & S sous diverses formes

- Le développement d'activités nouvelles qui permet d'amortir les effets de celles menacées par les restrictions budgétaires
- Le recrutement d'un Directeur financier

Axe 4 - Développer et valoriser les participations citoyennes

- Développer les actions bénévoles
- Développer les formations proposées aux bénévoles
- Mettre en œuvre des actions militantes
- Rechercher l'engagement des jeunes

Important travail réalisé par tous les membres de la Commission bénévolat sous la conduite d'Annick Morice (Administratrice) avec l'aide de la DGA :

- Recensement des besoins en bénévoles, leur recrutement, leur intégration dans les services, leur suivi sur outil informatique, etc.
- Bénévolat exercé par des personnes hébergées et des salariés en insertion
- Émission mensuelle sur Radio Béton, radio de forte audience auprès des jeunes, des efforts restent à faire pour obtenir l'engagement des jeunes
- Souci constant de la Présidence et de nombreux administrateurs pour développer le militantisme

Suivi du Plan stratégique

Organiser le suivi et la communication sur l'avancée du plan d'action

- Communication annuelle réalisée et validée au CA 12/12/2018
- Les réalisations les plus significatives sont communiquées dans le Bulletin Interne des Salariés grâce à la DGA

Conclusion à fin 2018 :

Sur 36 objectifs opérationnels prévus, 24 ont fait l'objet de réalisations bien formalisées, 5 sont bien pris en compte mais se heurtent à des difficultés de mise en application, les 7 restants seraient à redéfinir en fonction des évolutions de l'Entraide & Solidarités.

Membres du Conseil d'Administration :

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| ○ Francis BERTHON | ○ Marie-Paul LEGRAS FROMENT |
| ○ Bernard BONNIN | ○ Jean-Paul MERCIER |
| ○ Annick BOURRET | ○ Patrick MINIER |
| ○ Monique CARRIAT | ○ Annick MORICE |
| ○ François CURIS | ○ Georges MOUGEL |
| ○ Dominique DE LANNOY | ○ Georges RONDEAU |
| ○ François FERRISSE | ○ Jean-Noël ROUET |
| ○ Frédéric FLEURY | ○ Catherine SAVARY |
| ○ Martine FONTENIS | ○ Pierre TRINSON |
| ○ Martine GAUDEAU SEDILLEAU | ○ Frédérique VALLEE |
| ○ Françoise JOYEUX | |
| ○ Philippe LECONTE | |

Adhérents :

	2017	2018	2019
Nombre d'adhérents	333	314	348
Dont nouveaux adhérents	39	49	69

Commission bénévolat

En 2018, 196 bénévoles sont intervenus en donnant 9 905 heures de présence.

Notre commission est composée de 7 bénévoles, dont 6 membres du CA et nous nous sommes réunis neuf fois au cours de l'année.

Nous assurons une permanence tous les 15 jours afin de recevoir les postulants bénévoles, les orienter en fonction de nos besoins, les souhaits et compétences de chacun.

Nous avons participé aux journées du bénévolat les 29 et 30/09/2018 à la Mairie de Tours. Ce fut une occasion d'échanger avec de futurs bénévoles ainsi qu'avec d'autres associations.

Nous avons participé, comme chaque année, à la collecte de la banque alimentaire, à Tours et à Chinon. Nous avons récolté en totalité 2 tonnes de marchandises.

Le 04/12/2018 nous avons participé à une émission sur le bénévolat à Radio Béton.

En janvier 2019, une galette des rois a été proposée aux bénévoles. Malheureusement la faible participation des bénévoles nous invite à transformer ce moment festif, toujours riche en échange avec les différents acteurs de l'association.

Dans le cadre du plan stratégique, nous avons élaboré un questionnaire pour enquête auprès des bénévoles, qui va s'effectuer d'avril à septembre 2019. Cette enquête va nous permettre de rencontrer chaque bénévole sur son lieu d'activité afin d'estimer ce qui peut être amélioré et connaître les souhaits formulés par chacun.

Nous rappelons qu'il est possible, à chaque bénévole souhaitant faire partie de la Commission, de venir nous rejoindre : vous êtes les bienvenus.

Nous avons une pensée pour Françoise JOYEUX qui a donné beaucoup de son temps, en qualité de bénévole responsable de cette commission. Elle nous a quitté en décembre dernier.

Nous lui rendons hommage et la remercions pour son engagement.

Commission communication : développer la notoriété de l'association

La commission est composée de Pierre Trinson, Francis Berthon, Bruno Payre, Jackie Rogeon, Eric Le Page, et en tant que de besoin Vincent BATON (informaticien) ou son remplaçant, et elle est animée par Jean-Paul Mercier. Elle s'est réunie cinq fois depuis la dernière assemblée générale.

Cette année se caractérise par le prolongement ou l'achèvement d'actions en cours, sans grande initiative nouvelle. Ce qui n'a pas empêché l'association d'affirmer sa présence et de faire connaître ses positions dans les médias locaux chaque fois que nécessaire. Du moins dans la presse écrite, car les médias audiovisuels sont plus réactifs aux sujets sensibles – comme l'occupation d'un site par des jeunes migrants – qu'au travail de longue haleine réalisé en permanence par nos salariés et bénévoles.

L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications a progressé cette année avec l'installation du site internet rénové, qui doit encore « monter en puissance ». Il sera prochainement complété par une « lettre d'information », tandis que la page Facebook de l'association a été dynamisée de manière significative. Ces vecteurs permettent d'atteindre progressivement des publics nouveaux et d'étendre la notoriété de l'association.

Le journal trimestriel *Perspectives*, malgré un effectif réduit, poursuit en interne (avec le *BIS*, *Bulletin d'information des salariés*) comme à l'extérieur, un travail de présentation de nos activités et d'explication des prises de position de l'association. Trois sujets importants auront été particulièrement développés et mis en valeur ces derniers mois : la participation des personnes accueillies, nos actions dans le domaine du logement, et une présentation de la panoplie des métiers à l'œuvre dans nos différents services.

L'émission mensuelle sur Radio Béton est venue compléter l'éventail des moyens de communication, mais nécessiterait, elle aussi, le renfort de bénévoles intéressés. Les initiatives en direction des jeunes publics, lancées l'an dernier, n'ont pas connu de suites. Il conviendra de les réitérer ou de trouver plus efficace. Enfin, après le changement de nom et de logo, la mise à jour de toute la signalétique touche à sa fin.

Les différents événements qui ont marqué les 70 ans de l'association, la fermeture de l'ex-CASOUS et l'installation du Pôle social et médical rue Marcel-Tribut, l'implantation à la Chamberrie des « lits d'accueil médicalisés », et la mise en œuvre des dispositifs pour l'accueil et l'accompagnement des migrants, ont donné lieu à des articles et reportages qui auront contribué à affirmer la place et le poids de l'association dans les institutions sociales en Indre-et-Loire. Mais parce qu'elle n'est pas seulement un acteur « institutionnel », il faut que sa communication s'attache à souligner toujours davantage ses valeurs intangibles et son activité militante. La commission, rappelons-le, est ouverte à tout adhérent qui souhaiterait y contribuer.

Commission Finances

La commission finances en 2018 est composée des membres du bureau et de Bernard Bonnin, elle se réunit en formation commission finances en tant que de besoin en première partie des réunions de bureau.

- Activités récurrentes
 - Suivi de la gestion de la trésorerie de l'Entraide
 - Suivi de la gestion des immobilisations
 - Suivi régulier du compte de résultats : la commission a veillé à ce que l'élargissement des activités ne nuise pas aux grands équilibres.
 - Un comité d'investissement régulier permet de dégager les priorités, particulièrement, au-delà des investissements habituels, nous aurons à revoir la cohérence du système d'information

- Chantiers spécifiques
 - Séparation claire des comptes : un document explicitant le fonctionnement des comptes, et notamment le fonctionnement des activités associatives a été édité et présenté en commissions et au CA.
 - Opérations immobilières : les grands projets sont examinés en commission finances :

Le parc immobilier de l'Entraide a été largement rénové ces dernières années : Pour mémoire, le siège, le centre de formation, Chinon, le Cherpa ont été rénovés les années précédentes. La Chamberrie 1^{ère} phase a été réalisée pour l'ouverture des LAM ; la deuxième phase est en cours. Les locaux du PSM rue Marcel Tribut ont été inaugurés à mi année. L'IAE à Chambray va faire l'objet également de travaux de rénovations et l'aménagement du sous-sol du siège est lancé pour agrandir entre autres le centre de formation.

Un projet est toujours envisagé rue Georges Sand pour une pension de famille.

La vente des locaux des Halles a été réalisée.

- La réalisation d'un tableau de bord des activités a été lancée afin d'améliorer la visibilité des résultats physiques et financiers. Il sera opérationnel fin 2019.

Au-delà de cette liste d'activité, la commission souligne qu'après 2 exercices excédentaires en 2014 et 2015 suite à 10 ans de déficits, et après un nouvel exercice déficitaire en 2016, puis un exercice excédentaire en 2017, 2018 sera également excédentaire.

Globalement cet excédent, ainsi que l'élargissement de nos activités (LAM, RAR, MNA...) et la vente de l'ancien PSM nous permet d'améliorer le niveau de trésorerie, mais nous n'atteignons néanmoins pas les 3 mois généralement nécessaires.

La commission tient à adresser ses félicitations à la Direction Générale et aux acteurs de l'association pour avoir maintenu les grands équilibres financiers, qui permettent de pérenniser nos activités à l'égard des plus démunis.

ÉVOLUTION DONS-LEGS-MÉCÉNAT-BÉNÉVOLAT

	2015	2016	2017	2018
Associations	14 321	18 771	9 498	8 178
Bénévolat	355 244	361 389	301 489	242 912
Entreprises	2 500	2 000	4 207	8 494
Fondations	7 800	93 228	23 057	
Particuliers	18 280	91 274	20 215	11 180
Mécénat	109 813	70 858	63 957	14 625
Total	507 957	637 520	422 423	285 391

Commission prison/justice

Pendant l'année 2018, la commission prison justice a travaillé sur les points suivants :

- La préparation des Journées Nationales Prison
- L'Aide aux sortants de prisons et détenus en demi liberté
- Une réflexion sur le sens de la peine

Les J.N.P

Le thème était : « Prison : peines de corps »

Nous avons préparé ces journées avec l'ANVP (Association Nationale des Visiteurs de Prison), le GENEPI, la Cimade et le Secours Catholique.

Le jeudi 26 novembre nous avons organisé une conférence avec Bernard Petigars ancien détenu, chercheur en sociologie.

Une centaine de personnes étaient présentes.

Le lendemain nous avons projeté le film de Stéphane Mercurio « après l'ombre » qui raconte le travail de Didier Ruiz avec des comédiens sortant de longues peines et de la compagne de l'un d'eux pour créer la pièce « longues peines »

Viviane Aquili, productrice du film était présente.

Aide aux sortants de prison et/ou aux détenus en semi-liberté

Ce projet se poursuit en 2018.

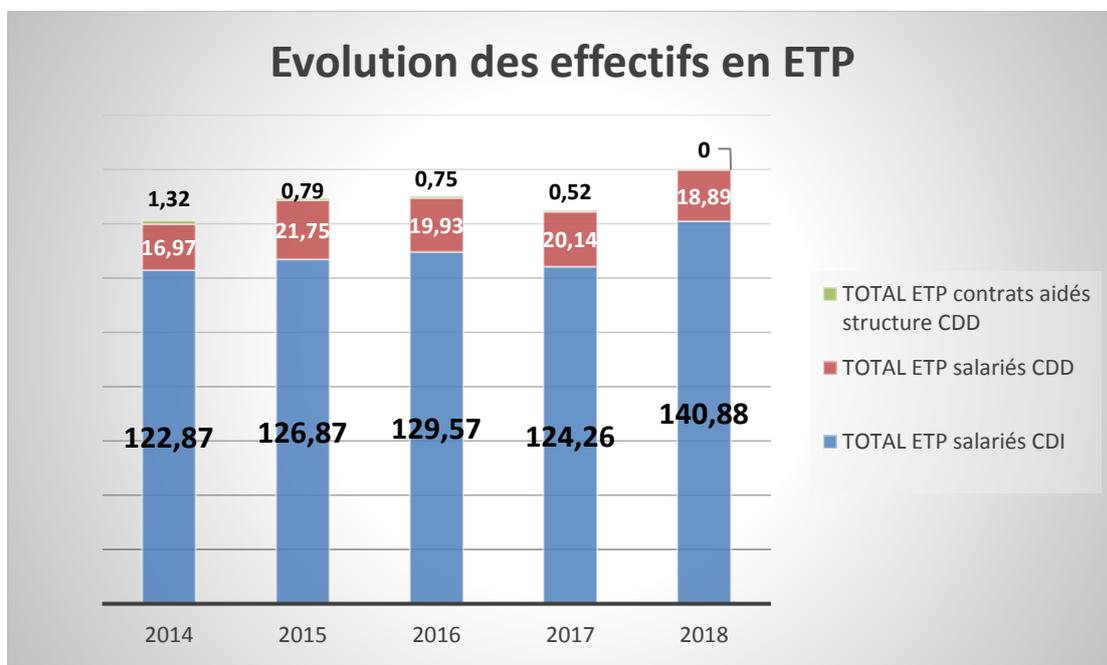
Réflexion sur le sens de la peine

Nous avons élaboré un document qui a été présenté au CA de juin et retravaillé à l'automne.

LES RESSOURCES HUMAINES

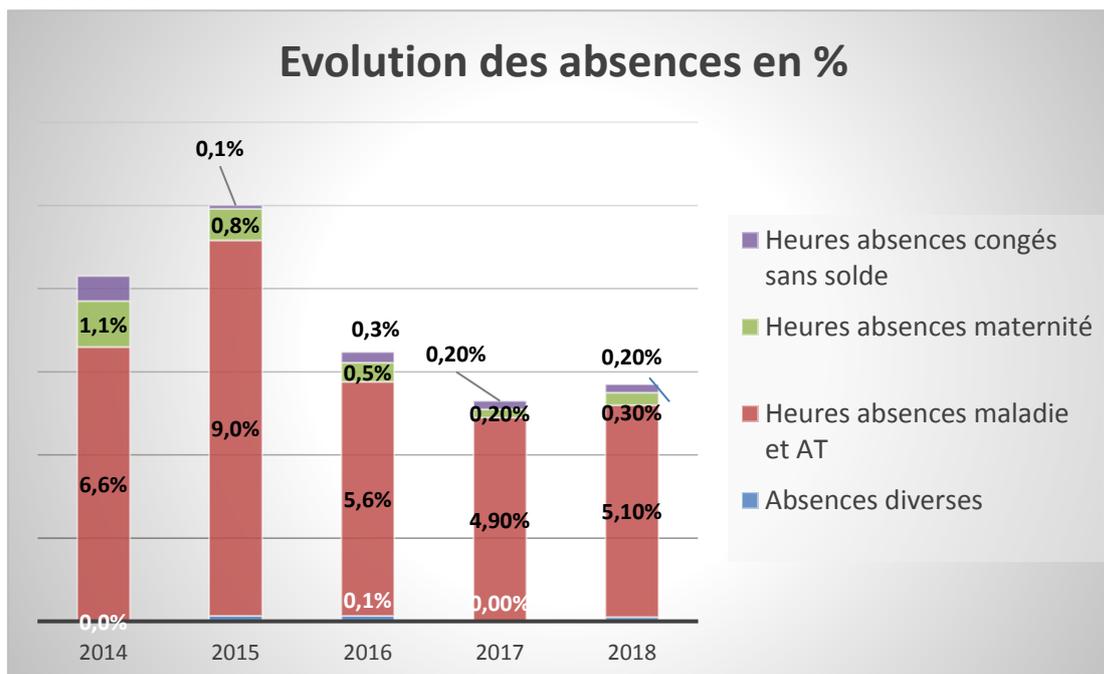
Les salariés

Les évolutions de l'effectif



Nous constatons une forte augmentation des effectifs (+ 15,4 ETP) en lien avec l'ouverture du dispositif LAM, la création du service RAR et le renforcement du service MNA. Le recours aux CDD est stable et concerne largement les remplacements de salariés absents ainsi que quelques contrats d'usage liés à l'activité Formation. Nous avons également eu recours à des CDD suite à la mise en place de nouveaux dispositifs pour lesquels nous n'avons pas de financement pérennes.

Les absences



Le niveau des absences pour arrêt maladie se stabilise. Il est inférieur au taux d'absentéisme national du secteur sanitaire social qui est en constante évolution (situé à 9% pour l'année 2016).

Les bénévoles

Services	2016		2017		2018		Activité
	Nbre	ETP	Nbre	ETP	Nbre	ETP	
Cabinet médical	10	0.40	9	0.35	9	0.21	Médicale, pharmacie, admin
Maraude	39	0.75	28	1.03	24	0.64	Accueil
Formation	73	4.46	58	2.55	53	1.78	Illettrisme, FLE, Maison Digitale
Illettrisme CHINON	4	0.15	6	0.13	6	0.17	Formateur illettrisme
IAE CHINON	1	0.05	1	0.03	0	0	Gestion de stock
Hébergement CHINON	5	0.10	5	0.11	4	0.05	Maintenance
Embarcadère	22	1	28	0.80	19	0.53	Accueil, animation
CHERPA	3	0.60	3	0.49	2	0.27	Accueil
Chambrière	0	0	2	0.16	4	0.15	Accueil
Camus	4	0.30	5	0.44	4	0.21	Accueil, animation enfant
Dolbeau	9	0.20	11	0.33	12	0.15	Animation enfant, garderie
SIPAE	4	0.30	5	0.27	4	0.03	Gestion, organisation
SAPJ	31	1.20	28	1.55	29	1.24	Accueil
Association	22	3	27	3.20	26	3.20	CA, bureaux, commissions
TOTAL	179	12.62	216	11.44	196	8.63	

Les fonctions support

Les fonctions support poursuivent leur structuration, notamment avec l'arrivée de notre Directeur Financier, Gaëtan Dehenne. Les effectifs du service ont été renforcés sur la comptabilité pour appuyer de nouveaux modes organisationnels.

Un important travail relatif au RGPD (Règlement Général de la Protection des Données) a été entamé de manière participative grâce à l'organisation de réunions thématiques incluant l'ensemble des équipes. Un plan d'actions en a découlé et sera suivi régulièrement. De même, une réflexion est actuellement en cours quant à la restructuration de l'ensemble des outils informatiques (logiciel de gestion du temps, outils comptables et financiers, indicateurs d'activité ...).

Pour ce qui est de la Gestion des Ressources Humaines, cette année a été marquée par un travail important de recrutement pour la finalisation des projets LAM et MNA, et la mise en place du dispositif RAR ; travail conjoint entre les responsables de services concernés et le service RH.

Le développement de nouveaux services a nécessité de poursuivre nos efforts de structuration : accueil, appui aux responsables, aux équipes, mise à jour des fiches de postes ...

Le travail de communication interne s'est également poursuivi avec les réunions interservices, les immersions, mais aussi l'organisation d'un repas partagé entre salariés pour un temps convivial.

Par ailleurs, le travail avec les instances représentatives du personnel se poursuit via les réunions de la délégation unique du personnel et les négociations annuelles. Une prime dite « pouvoir d'achat » a été octroyée à l'ensemble des salariés permanents et en insertion.

Enfin, la formation professionnelle continue et la gestion prévisionnelle globale des emplois et des compétences demeurent des éléments essentiels de gestion des ressources humaines.

Certaines actions en terme de communication externe se sont développées, notamment en lien avec les réseaux sociaux. Le site internet demeure un support de communication privilégié avec des mises à jours régulières.

LES SERVICES

Depuis les deux dernières années, le développement de l'association s'est accéléré, ce mouvement pose légitimement la question du sens, de la direction, de l'objectif que l'on poursuit.

Nous avons aujourd'hui atteint une taille qui ne fait pas du développement un objectif en soi qui conditionnerait la continuité de l'activité.

Notre développement se construit donc autour de deux axes principaux : l'amélioration de la qualité des services et la réponse aux besoins des plus précaires.

L'amélioration de la qualité des services

Sur ce registre, nous avons poursuivi la rénovation de nos locaux. Après la réhabilitation de la résidence CHERPA et des nouveaux locaux de l'antenne de CHINON en 2017, nous avons en 2018 installé le Pôle Social et Médical, rue Marcel Tribut, dans un site complètement réaménagé pour l'accueil du public. Ces travaux se poursuivent en 2019 puisque nous achevons actuellement la réhabilitation de l'entresol au siège de l'association pour permettre le développement du service formation. Les travaux tant attendus sur notre site de Chambray où est installé notre service d'insertion par l'activité économique vont également débuter au second semestre 2019.

La qualité de service se mesure aussi par les conditions d'accueil et d'hébergement que nous proposons. Au-delà des travaux réguliers d'entretien qui sont faits sur l'ensemble de notre parc de logement, nous cherchons, avec l'appui de la DDCS, à réduire le recours à l'hébergement hôtelier que nous jugeons insatisfaisant notamment pour les familles et les séjours longs.

La qualité de service à travers les conditions d'hébergement est une question qui se pose tout particulièrement pour l'hébergement d'urgence. Nous avions proposé, il y a deux ans, une alternative à l'hébergement rue Albert Thomas qui n'avait pas été retenue par les pouvoirs publics. Cette année encore, nous avons répondu à un appel à projet pour la création d'un nouvel hébergement d'urgence sur la commune de Chambray les Tours en proposant un accueil 24 heures/24 qui, de nouveau, n'a pas été retenu.

Dans le même esprit, des bénévoles de l'association ont permis l'ouverture en journée du dispositif d'hébergement « grands froids » pour les familles sur la commune de Saint Avertin.

La qualité de service se traduit aussi par notre exigence à proposer un accompagnement social adapté pour tout dispositif d'accueil ou d'hébergement.

La réponse aux besoins des plus précaires

Notre association ayant une vocation généraliste, notre action s'est développée dans différentes directions. Il peut s'agir de besoins sur lesquels nous avons une action « historique » comme la santé.

Après l'obtention, fin d'année 2017, de l'autorisation d'ouverture d'un nouveau service de 15 places appelé : « Lits Accueil Médicalisés (LAM) », nous avons engagé des travaux d'adaptation du site de la Chambrerie (en partie réalisés par nos chantiers d'insertion). Ce nouveau service a pu ouvrir en fin d'année. Il s'adresse à des personnes précaires, atteintes d'une maladie chronique et offre, dans la durée, un hébergement accompagné d'une importante prise en charge médico-sociale.

Rappelons que pour rendre plus visible cette facette de notre intervention, nous avons regroupé au sein d'un secteur santé, le cabinet médical, l'Athoba, les lits Halte Soins Santé et ce nouveau service LAM.

Dans le même temps l'hébergement CHRS a dû se réinstaller dans des logements partagés en secteur diffus et se trouve maintenant géré par le service SLEX. Ce déménagement contraint a généré beaucoup d'inquiétudes mais au final s'est révélé plutôt positif pour les résidents.

Les Mineurs Non Accompagnés

A la demande du Conseil Départemental, nous avons mis en place à partir de l'été 2017, un dispositif d'accompagnement des Mineurs Non Accompagnés. Le nombre de ces jeunes est passé progressivement de 15 à 60.

Dans le cadre d'une réponse conjointe avec l'AJH et les apprentis d'Auteuil à un appel à projet du Conseil Départemental, nous avons pu offrir à ces 60 jeunes un accompagnement complet et un hébergement en appartements partagés essentiellement sur l'agglomération.

Cette mission a été conclue pour une durée de deux ans renouvelable.

Parallèlement à cette mission, le service restauration sur le site du CHERPA a assuré, toujours à la demande du Conseil Départemental, la restauration de jeunes en attente d'évaluation. Nous accueillons actuellement environ 80 jeunes midi et soir.

Les réfugiés

Nous avons répondu courant 2016 à un appel à projet de l'Etat visant à accueillir des réfugiés chez des familles d'accueil bénévoles. Fort de cette première expérience, l'Etat nous a sollicités, en février 2018, pour assurer un accompagnement social pour le relogement des réfugiés sur l'ensemble du département. Ces actions nous ont permis de mieux mesurer les besoins de ces publics notamment en matière d'apprentissage de la langue française. Ainsi notre centre de formation a proposé un programme d'apprentissage du français (deux sessions).

En fin d'année nous avons également été retenus pour une action de formation et d'accompagnement vers l'emploi pour 20 réfugiés de 18 à 25 ans, en partenariat avec la mission locale, la DDCS et la DIRECCTE. Cette action se combine avec un hébergement en résidence sociale (ADOMA, COALLIA, AJH).

Enfin nous nous sommes engagés pour construire une réponse à un appel à projet national dénommé PIC réfugiés qui vise à fédérer l'ensemble des acteurs qui contribuent à l'insertion professionnelle des réfugiés. Nous projetons ainsi la création d'une plateforme départementale d'accueil, d'évaluation, d'orientation et d'accompagnement des parcours.

Les sortants de prison

Grâce au soutien de la Fondation de France, nous avons développé, à partir de Février 2017, un service d'accompagnement à la sortie de détention. Cette initiative a démontré toute sa pertinence et est saluée par les services de la Justice. Cependant nous rencontrons des difficultés pour pérenniser cette action. Nous recherchons donc à renforcer nos partenariats avec les services pénitentiaires. Au-delà des actions de formation et d'accompagnement en centre de détention, nous venons de signer une convention de placement extérieurs pour 5 places permettant à des détenus de terminer leur peine en logement extérieur avec un accompagnement social dans la perspective d'une meilleure préparation de la sortie. Nous venons également de répondre à un appel à projet de la fondation de France pour favoriser le maintien des liens familiaux de la personne en détention.

Comment ne pas terminer par un coup de chapeau à notre secteur de l'insertion par l'activité économique qui maintient ses résultats en terme d'insertion vers l'emploi mais qui voit se développer son chiffre d'affaires et par contre coup obtenir un équilibre financier longtemps recherché.

Cette dynamique positive a été consolidée grâce à un plan d'optimisation porté par tous les acteurs de ce secteur.

La stratégie pauvreté mise en œuvre par l'Etat prévoit un accroissement du nombre de poste d'insertion, l'Entraide à dans ses cartons plusieurs projets dont un partenariat avec le CCAS de Tours qui va nous mettre à disposition sa cuisine centrale et un partenariat avec l'association La Paternelle sur la thématique de l'insertion professionnelle (formation CACES, chantier d'insertion maraichage, formation pré qualifiante, ...).

Éric LE PAGE
Directeur Général

Le secteur accueil orientation

Le SAO

L'effectif salarié a été stable durant l'année 2018 avec 6.85 ETP (0.65 de direction, 3.7 de travailleurs sociaux, 2 agents d'accueil, 0.5 ETP de secrétariat).

L'activité

	2016	2017	2018	Evolution (en %)
Passages (personnes)	15 732	16960	15202	-10.37
Nombre de nouveaux dossiers (ménages)	1 093	742	689	-7.14
Entretiens sociaux	2 911	3100	2967	-4.29
Nombre d'actes	4 735	3371	2134	-36.42
Appels téléphoniques	7 320	7451	6454	-13.38
Election de domicile	515	702	748	+6.55

Après une forte hausse de l'activité en 2016, nous constatons toujours une importante progression sur les élections de domicile même si le nombre de nouveaux dossiers est en léger recul.

Les prestations effectuées à l'accueil du service se décomposent comme suit :

Nature des prestations	2016	2017	2018
Retrait courrier	8542	9254	9063
Orientation cab médical Entraide	231	251	247
Orientation entretien social Entraide	1841	1936	2183
Orientation externe	681	486	541
Orientation PAS	9	2	5
Renseignements administratifs	1897	2280	2354
Prise de rendez-vous	2911	1991	2967
Petit déjeuner	11	0	0
Restauration sociale Entraide	14	9	5
Produits bébés	85	81	43
Trousse d'hygiène	62	59	42
Tickets services	32	29	33
Total	16 316	16 369	17478

En corrélation avec le nombre d'élections de domicile, le nombre de retraits de courrier augmente sensiblement. Au global l'activité de l'accueil est très stable.

Les personnes

Le public reçu durant l'année se décompose comme suit :

- La proportion d'hommes est stable : 62.55 % en 2018 contre 62% en 2017,

- Pour moitié, comme en 2017, les personnes sont d'origine étrangère.

La proportion de nouveaux dossiers est en baisse en correspondance avec l'année précédente : 28 % des personnes accueillies sont des personnes nouvelles (32 % en 2017). Cela s'explique par une durée toujours plus longue d'attente d'entrée en hébergement.

L'accompagnement social

2134 entretiens sociaux ont été effectués durant l'année 2018. Ces entretiens réalisés par les travailleurs sociaux ont donné lieu à des actes qui se décomposent comme suit :

	2016		2017		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hébergement	993	22	1001	23,5	431	20.19
Logement	512	11.3	614	14,4	460	21.55
Acc socio professionnel	234	5.2	266	6,2	73	3.42
Santé	149	3.3	129	3	80	3.74
Famille/enfance	114	2.5	103	2,4	21	0.9
Budget	1097	24.3	807	18.9	227	10.63
Accès aux droits	645	14.3	547	12,8	313	14.66
général	770	17.1	799	18,8	529	24.78
Total	4514	100	4266	100	2134	100

Parmi les démarches de logement, l'équipe sociale a effectué :

- 54 demandes de logement HLM,
- 11 demandes de logement privé,
- 52 demandes de droit de réservation de l'Etat (HLM),
- 2 demandes de sous location,
- 2 demandes d'intermédiation locative,
- 198 demandes d'hébergement,
- 40 demandes FSL.

Perspectives 2019

Le déménagement des locaux sur le nouveau site rue Marcel Tribut est intervenu en juin 2018. Ces nouveaux locaux permettent un meilleur accueil du public par un accroissement des surfaces d'accueil et une totale accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Un travail est en cours de réflexion afin que le SAO sorte de ses locaux pour aller à la rencontre des usagers dans les lieux d'accueil (CCAS, accueil de jour, milieu rural...).

Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)

Ce dispositif répertorie l'ensemble des places d'hébergement disponibles et oriente l'ensemble des demandes d'hébergement du département pour les places d'urgence via le 115 et pour les places d'insertion via la Commission Unique d'Orientation.

Le 115

L'équipe du 115 est composée de 3.55 ETP : 0.35 ETP de cadre, 0.2 ETP de secrétariat et 3 ETP d'écouterants.

L'Activité

	2016	2017	2018	Evol en %
Nbre d'appels	36 982	41 793	38 185	-8.63
Nbre de demandes d'hébergement	31 024	36 458	30 196	-8.28
Nbre de ménages	1 898	2 064	2 143	+6.51
Nbre de personnes distinctes	2 684	2 845	2 899	+1.90

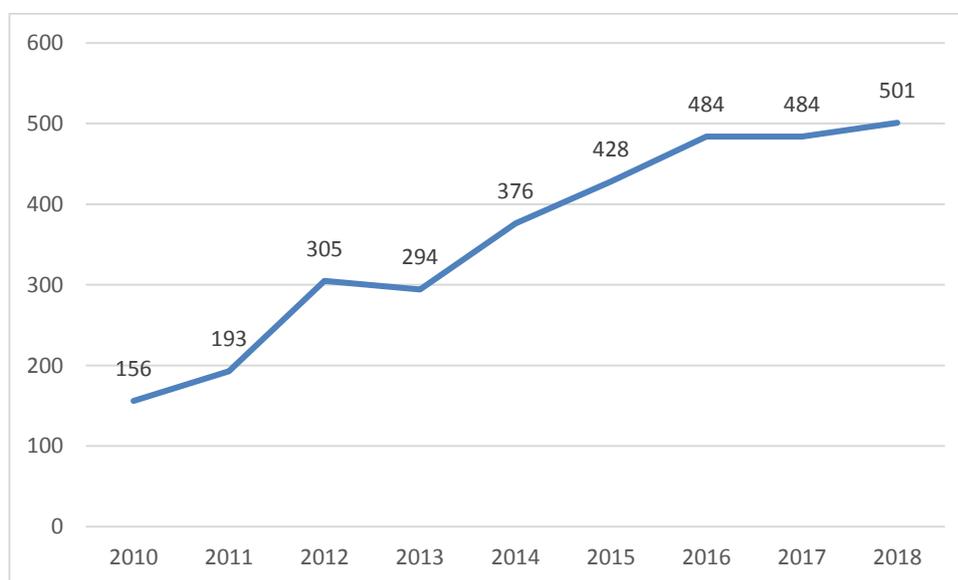
L'accroissement du nombre d'appels au 115 constaté ces dernières années s'est interrompu, nous revenons à un niveau proche de celui de 2016. Nous enregistrons un recul de 8.63% du nombre d'appel. Ce ralentissement du nombre d'appel s'explique par la baisse des refus « faute de places » (moins de rappels) et par le fait que le 115 accorde des orientations à l'hôtel pour les familles pour des durées « plus longues » (7 nuits).

Réponse du 115

Réponses	2016	(%)2016	2017	(%)2017	2018	(%)2018
Hébergement	9 679	31	17 270	52	17 366	57
Pas de places disponibles	21 345	69	19 188	47	12 830	42

La baisse sensible du nombre de refus 115 pour manque de places disponibles se poursuit. Un recours « massif » à l'hôtel durant l'année 2018 explique cette baisse.

Evolution du nombre de places d'urgence sur le département d'Indre et Loire



28 places d'accueil de nuit pour des familles ont été créées en 2018.

Evolution du nombre de nuitées

	2015	2016	2018
Nombre de nuitées	135 231	152 704	207 754
Nbre de nuitées demandeurs d'asile	53 719	56 329	62 859
TOTAL	188 950	209 033	270 613

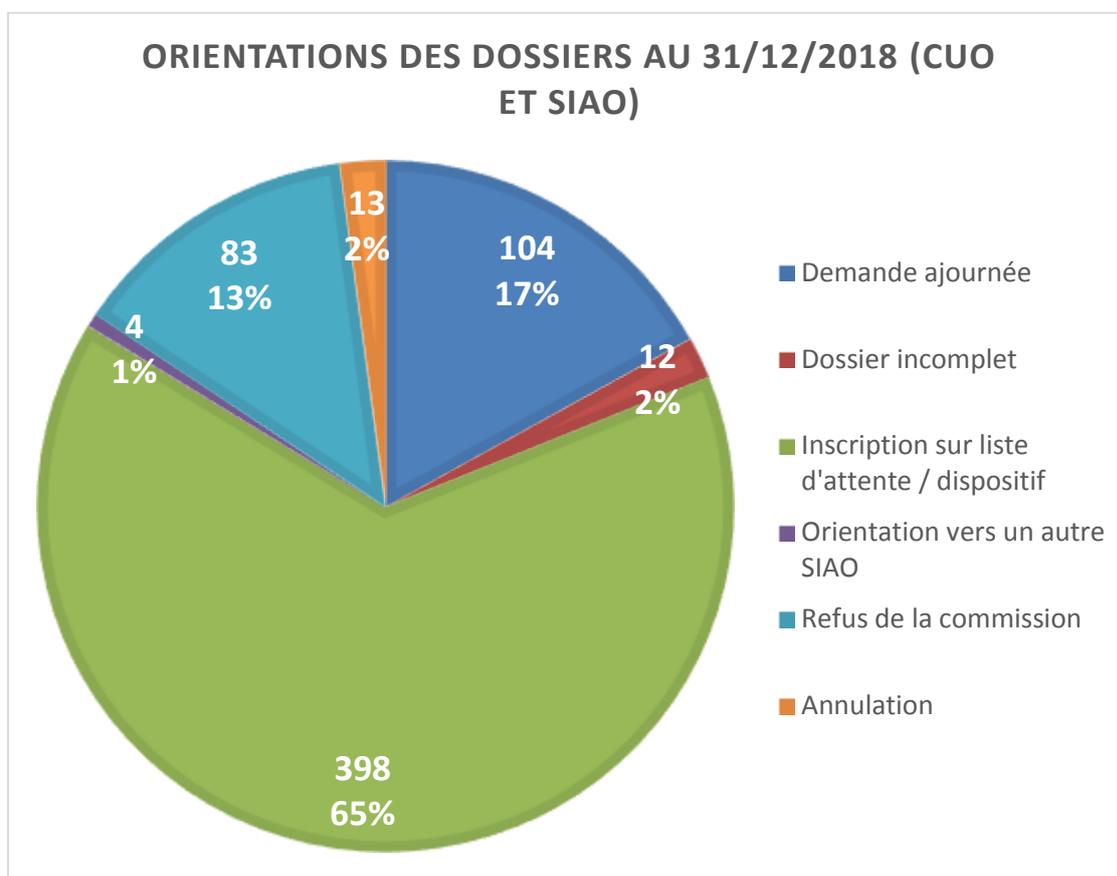
La forte augmentation du nombre de nuitée entre 2016 et 2018 est due à un recours accru aux nuitées hôtelières. Pour rappel, le changement de système d'information n'avait pas permis l'extraction des chiffres en 2017.

La Commission Unique d'Orientation

	2016	2017	2018	Evol 2017/2018(%)
Nombre de demandes d'hébergement (en ménages)	817	779	614	-21
Personnes entrées	253	122	255	+109

Le nombre de demandes traitées recule légèrement comme l'an dernier. Par contre, le nombre d'entrées sur les dispositifs est revenu à la même hauteur qu'en 2018.

Les « Maisons de la Solidarité » effectuent 26 % (27% en 2017) des demandes en CUO suivi par le SAO qui réalise 24 % des demandes (26% en 2017).



Un même dossier pouvant passer par plusieurs étapes de traitement : incomplet puis ajourné et enfin inscription sur liste d'attente, le schéma ci-dessus propose une répartition de l'ensemble des dossiers

nouvellement traités. Ainsi sur l'ensemble des dossiers étudiés, seuls 65% sont effectivement inscrits sur une liste d'attente. Il est difficile de comparer ce chiffre à celui de 2017 car ce dernier évoquait le nombre total d'ajournement dans une année alors qu'en 2018, il s'agit d'une situation au 31/12. Dans ces 398 dossiers sont inclus les personnes entrées sur un dispositif d'hébergement d'insertion ou de logement accompagné.

16.94% des dossiers sont ajournés, la commission estimant avoir besoin de renseignements complémentaires pour prendre sa décision (4.23% en 2017). Un travail a été effectué courant 2018 avec l'équipe du SIAO afin de renforcer ce premier niveau traitement par le secrétariat avant passage en CUO.

Perspectives 2019

Le SIAO va poursuivre son travail d'intégration de l'ensemble des places disponibles dans le cadre de l'hébergement mais aussi du logement adapté. Il est prévu d'intégrer l'ensemble des places de résidence sociale, notamment celles gérées par ADOMA et AJH.

La maraude

L'équipe est composée de deux salariés à temps plein épaulés par une équipe de 12 bénévoles (39 personnes sur l'ensemble de l'année) dont les interventions représentent environ 0.7 ETP.

Cette équipe intervient les lundis, mercredis et vendredis de 18 heures à 23 heures 30 et en journée les mardis et jeudis.

Notre périmètre d'intervention se situe principalement sur le centre-ville, il intègre un passage régulier à la gare et des interventions ciblées sur signalement du 115.

Les rencontres

	2016	2017	2018	Evol 2017/2018(%)
Nombre de rencontres	8772	8803	8476	-3.71

Public accueilli

Age	2016		2017		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Moins de 18 ans	38	5.4	55	5.43	69	8.45
18/24 ans	84	11.9	68	11.90	71	8.70
25/29 ans	63	9	78	8.96	50	6.12
30/39 ans	112	15.8	142	15.85	173	21.20
40/49 ans	95	13.5	103	13.46	111	13.60
50/59 ans	51	7.3	48	7.28	42	5.14
60 ans et +	17	2.6	21	2.61	17	2.08
Non précisé	252	34.5	268	34.51	283	34.68
Total	712	100	783	100	816	100

Si le nombre de rencontres est en léger retrait, le nombre de personnes rencontrées progresse sensiblement.

Les actes

Catégorie	2016		2017		2018	
	Nombre d'actes	%	Nombre d'actes	%	Nombre d'actes	%
Hébergement	207	10.3	284	12,54	341	15.59
Logement	17	0.9	21	0,93	9	0.42
Socioprofessionnel	38	2	4	0,18	7	0.32
Santé	63	3.5	172	7,59	191	8.91
Enfance	14	1.3	17	0,75	7	0.32
Budget	271	14.4	271	11,96	35	16.33
Accès aux droits	76	4.3	69	3,05	82	3.82
Général	123	6.6	147	6,49	103	4.80
Animation	67	3.7	72	3,18	23	1.07
Lien social	987	53	1208	53,33	1389	64.84
TOTAL	1863	100	2265	100	2187	100

Lors de l'année 2018, nous avons servi plus de 8500 collations constituées de soupes, café, lait chaud, chocolat chaud, boissons, sandwiches, biscuits, fruits.

Nous souhaitons vivement remercier la boulangerie « Le fournil de Christine et Christophe », place du Maréchal Leclerc à Tours, qui nous fournit gracieusement le pain nécessaire à l'élaboration de ces collations.

Perspectives 2019

L'emplacement de la place des aumônes a été confirmé pour cette année 2019.

L'Accompagnement Vers et Dans le Logement (AVDL)

Cette activité comporte plusieurs missions :

- Evaluation des dossiers orientés par la CUO,
- Mise en place de diagnostics au sein de la Maison d'arrêt,
- Orientation et accompagnement des personnes éligibles à l'Intermédiation Locative (relogement dans le parc privé par l'intermédiaire de la FICOSIL),
- Accompagnement individuel.

Notre accompagnement porte sur :

- L'aide à la recherche de logement,
- L'aide aux premiers pas dans le logement,
- L'aide au maintien dans le logement et traitement des difficultés locatives,
- La vie sociale dans et hors du logement.

En 2018, nous avons accompagné 18 personnes.

Type d'hébergement des personnes accompagnées :

Type d'hébergement	2017	2018
Hébergé chez un tiers	1	0
Hébergement d'urgence	4	4
Hébergement d'urgence + rue	1	1
Hôpital	3	2
logement insalubre/rue	2	1
Maison d'Arrêt	1	1
Sans Hébergement	9	7
Cave	1	0
Hôpital Psychiatrique	0	1
Garage	1	
Rue/115	0	1
voiture	1	0
Total général	24	18

L'AVDL accompagne les personnes les plus éloignées du logement et cherche à faire accéder directement ces personnes au logement durable grâce à un accompagnement adapté.

Le service d'accompagnement prison-justice

« La Petite Maison » assure l'accueil, l'écoute et l'information des proches des personnes incarcérées grâce à une équipe de bénévoles, présente chaque après-midi de la semaine sauf le jeudi. Une assistante sociale est mise à disposition sur la base de 0.20 ETP.

Pour l'année 2018, La « petite Maison » a accueilli 6798 adultes et 1356 enfants soit 8154 personnes.

Comme chaque année, la petite maison propose en fin d'année un temps festif aux familles de détenus.

La préparation à la sortie de détention

Sur la base d'un constat de difficultés pour les sortants de prisons à réintégrer la vie sociale et à retrouver un logement ou un hébergement, nous avons répondu à un appel à projet « Prisons » de la Fondation de France. Ce projet a débuté en février 2017 avec l'embauche d'une assistante sociale à temps plein.

Il a pour ambition de préparer la sortie de détention, comme le prévoit la loi pénitentiaire, dès le premier jour de l'incarcération. Cette projection prévoit une prise en charge véritablement globalisée de la situation du détenu (sociale, médicale, familiale, ...).

Durant l'année 2018, 79 personnes ont été orientées sur le dispositif avec pour principales caractéristiques :

- 1 personnes en semi-liberté
- 48 personnes sans ressources
- 55 personnes endettées
- 31 personnes avec un parcours de rue antérieur
- 56 personnes avec une problématique santé
- 19 personnes sans droits ouverts à la sécurité sociale

Orientation à la sortie de détention

Orientation à la sortie	2017	2018
Entrée en CHRS	4	0
Entrée en logement	5	1
Entrée Hébergement hors département	1	0
Logement chez compagne	1	3
réorientation PSM	1	0
curatrice	1	0
Transféré	0	1
Projet couple	0	1
Maintien logement	1	1
Parti hors département	3	4
pas vu +3mois	6	10
Avis de recherche	1	0
Total	24	21

Perspectives 2019

Nous poursuivons cette mission qui nous semble indispensable dans le cadre de la prévention de la récidive, même si les relais de financement n'ont pas été complètement trouvés en 2018. Pour cela, des contacts sont en cours avec le CLSPD et l'Etat pour la financer. Le SPIP a également apporté un financement pour la pérennisation de ce dispositif. En 2019, nous allons également créer un dispositif de placement extérieur pour 5 places.

L'action Familles solidaires

Le ministère du Logement a souhaité favoriser une mobilisation citoyenne en soutenant l'hébergement de réfugiés chez les particuliers, qui permet les rencontres, l'émergence de réseaux de solidarité, favorise le vivre ensemble et l'enrichissement culturel.

L'hébergement chez les particuliers est une opportunité pour les réfugiés qui ne peuvent ou ne souhaitent pas tout de suite avoir accès à un logement autonome. Il permet de prendre le temps d'élaborer un parcours de vie en France et définir un projet d'accès au logement. Depuis décembre 2016, Entraide et Solidarités suite à un appel à projet national, anime un dispositif d'accueil de réfugiés au sein de familles volontaires.

Nous avons affecté à ce dispositif une éducatrice à temps plein ainsi que deux services civiques.

Nombre de contacts de familles

Type de contact	2017	2018
familles solidaires	21	7
hors contexte ou sans suite	22	2
Total	43	9

L'activité de communication a été suspendue en 2018 car il a été envisagé de ne pas poursuivre l'action ; ceci explique le faible nombre de nouveaux contacts.

Nombre de familles solidaires

(Sont considérées « familles solidaires », les familles rencontrées par l'équipe Familles Solidaires qui ont validé leur proposition d'accueil suite à cette rencontre ; sont considérées comme « familles désistées » les familles ayant fait part de leur désistement ou n'ayant pas répondu aux sollicitations du dispositif depuis + de 3 mois.)

	2017	2018
familles en réflexion	4	3
familles accueillantes ou en attente d'accueil	8	10
familles désistées	9	1
Total	21	14

Nombre de personnes orientées

Orienteurs	2017	2018
ADOMA	39	3
Entraide et Solidarités (PSM, commission...)	23	3
Centre d'accueil Albert Thomas	4	
Emergence	2	
Préfecture	1	
mission locale	1	
Total	58	6

Bilan des rencontres et des accueils

Nous avons organisé 5 rencontres entre des personnes réfugiées et des familles qui ont toutes abouties à un hébergement.

Nous avons enregistré 3 sorties positives et 5 hébergements sont en cours au 31/12/2018.

Perspectives 2019

L'appel à projet de la DIHAL est sorti courant avril 2019. Nous avons été sollicité pour y répondre. L'action Familles solidaires sera donc relancée en 2019.

Le service des mineurs non accompagnés

En juillet 2017, le Conseil Départemental a sollicité l'association pour accompagner dans l'urgence 15 mineurs non accompagnés (MNA). Ce nombre a été porté à 60 jeunes à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'association a été habilitée par le Conseil Départemental, à partir de juin 2018 pour accueillir, héberger, et accompagner vers l'autonomie, 60 mineurs, garçons ou filles, âgés de 15 à 18 ans, confiés par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Effectifs

L'équipe du service MNA est au complet depuis le mois d'octobre, elle comporte 10.6 ETP (1 chef de service, 6 travailleurs sociaux, 1 CIP, 1 animateur, 0.6 ETP de psychologue et 1 secrétaire).

Le public accueilli :**Mouvements dans l'année**

Nous avons enregistré peu de mouvement sur l'année :

- 5 sorties à la majorité
- 2 jeunes ont été réorientés sur une autre association

Typologie des mineurs accueillis

Il est à noter sur cette année les arrivées massives de jeunes ayant entre 16 et 18 ans. Cela implique un accompagnement assez court et intense en prévision de la majorité.

Age des mineurs :

Tranche d'âge	Nombre	%
14-16 ans	2	3,5
16-18 ans	55	96,5
Total	57	100

55 jeunes ont entre 16 et 18 ans, 31 atteindront la majorité sur l'année 2019.

Cette tranche d'âge est en adéquation avec l'hébergement proposé en cohabitation dans des logements de type 4. En effet, l'hébergement en diffus demande aux jeunes une capacité à vivre ensemble.

Origine géographique :

Nationalité	Nombre	%
Algérienne	1	1,8
Bengladesh	4	7
Guinéenne	31	54,4
Ivoirienne	12	21
Maliennne	8	14
Sierra-Leone	1	1,8
Total	57	100

Formation :

Situation au 31 décembre	Nombre	%
rupture apprentissage	2	3,5
Contrat d'apprentissage	40	70,3
Formation interne	1	1,7
Scolarisé	14	24,5
Total	57	100

Perspectives 2019

La question de la sortie des jeunes à leur majorité va devenir une question cruciale compte tenu du nombre de jeunes concernés et de la position du Conseil départemental qui n'accorde qu'exceptionnellement des prises en charges jeunes majeurs.

Relogement et accompagnement des réfugiés

Ce dispositif de Relogement et d'Accompagnement des Réfugiés (RAR) a été mis en place en mars 2018 au sein de l'association Entraide et Solidarités à la demande des services de l'Etat. Il vise à garantir l'accès au logement de ces publics, avec un accompagnement social global adapté. Ce dispositif est complémentaire du droit commun de l'accès au logement et n'a pas vocation à s'y substituer.

Cette action s'inscrit dans le cadre d'une circulaire de décembre 2017 qui vise à renforcer l'intégration des réfugiés avec un objectif de 20 000 relogements à la fin de 2018. Cet objectif a été décliné au plan départemental :

- 205 logements mobilisés pour les besoins locaux
- 51 logements mobilisés pour les besoins nationaux

L'effectif affecté à ce dispositif est de 3.5 ETP (1 chef de service, 2 travailleurs sociaux, et 0.5 ETP de secrétariat).

Fin 2018 un 3^{ème} poste de travailleur social est venu renforcer l'équipe.

L'activité sur l'année 2018 représente :

- 347 visites à domicile,
- 353 entretiens dans nos locaux,
- 217 démarches extérieures.

Nombre de ménages accompagnés :

	Nombre	%
Entrées sur le dispositif	104	
relogés	88	84,61
Sorties du dispositif	48	46,15

Nous avons pu accompagner 104 ménages sur l'année 2018 ce qui correspond à 210 personnes dont 72 personnes isolées.

La durée moyenne des mesures d'accompagnement correspond à 4,9 mois.

Pour les personnes isolées, les mesures sont renouvelées dans le cas d'arrivée récente sur le territoire, de troubles psychologiques majeurs et d'orientation vers le logement prématurée ; au total nous avons renouvelé 34 mesures d'accompagnement.

Concernant les sorties du dispositif :

- 32 positives
- 9 négatives (refus du logement ou non adhésion à l'accompagnement proposé)
- 1 décès
- 7 sans objet.

Attribution des logements

Au total 11 bailleurs sociaux ont contribué au relogement des ménages, les principaux sont :

- VTH pour 38 logements
- Tours Habitat pour 29 logements
- Touraine logement pour 16 logements
- La Tourangelle pour 8 logements

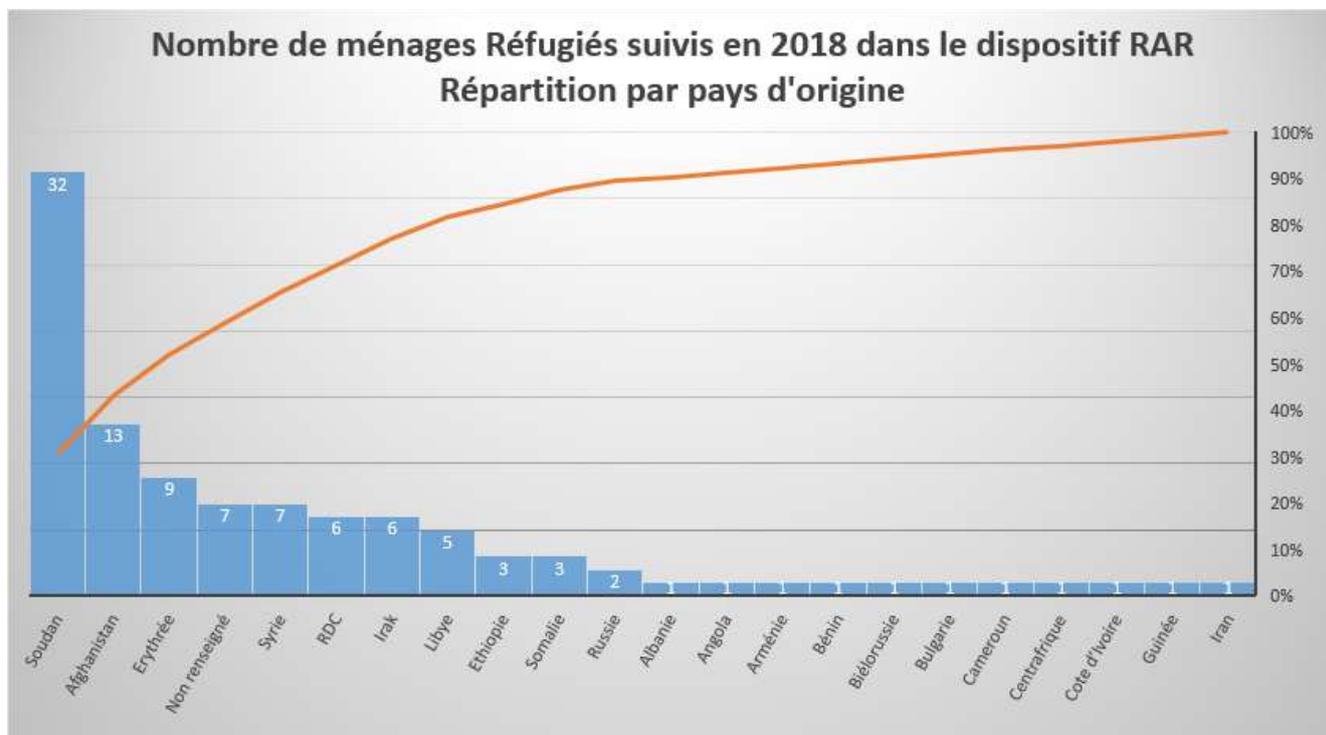
La mobilisation des bailleurs a été positive tout au long de l'année et proportionnelle à leur parc de logement.

Sur la fin de l'année 2018 nous avons constaté un manque de petit logement (Type 1) et de grand logement (T5 et plus).

L'effort des bailleurs s'est également ressenti par un réel souci de faire des propositions de logement proche de la métropole tourangelle.

L'année 2019 devrait voir apparaître davantage de logement sur des communes plus éloignées type Amboise, Chinon, etc. afin de pouvoir répondre aux besoins de relogement en fonction des compositions familiales.

Origine géographique



La plupart des ménages sont originaires d'Afghanistan et du Soudan. Sur la fin de l'année 2018 nous avons eu davantage de ménages Irakiens bénéficiaires d'une mesure RAR.

Ils sont quasiment tous arabophones avec des dialectes qui diffèrent. Très peu parlent l'anglais et encore moins le français. Les langues représentées sont en majorité l'Arabe, le Pashto, le Dari, le Kurde et le Tigrina.

Il est à noter que nous avons œuvré toute l'année sans aucune intervention d'interprète reconnue comme telle et avons fait fonctionner les réseaux des usagers et des professionnels.

Ressources

Type de ressource	Nombre	%
RSA	117	88,6
Allocation Pôle Emploi	1	0,8
Salaire	15	1

Perspectives 2019

Au-delà de la consolidation de l'existant, nous développerons en 2019 des actions collectives et des interventions bénévoles.

Une visite au sein de l'appartement pédagogique situé à Amboise sera systématiquement proposée, tout comme des ateliers de gestion budgétaire par le biais du jeu « Kijoulou ».

Un atelier recherche d'emploi et préparation aux entretiens est d'ores et déjà prévu à compter du mois d'avril 2019.

Une matinée des femmes sera proposée chaque mercredi matin pour favoriser les rencontres quel que soit leur pays d'origine et pour échanger autour de leurs préoccupations féminines.

Un partenariat avec culture du cœur nous permettra également de leur proposer une ouverture vers l'extérieur afin de rompre leur isolement, et de leur permettre une meilleure intégration socio culturelle. Nous serons également attentifs aux problématiques de santé liées au psycho traumatisme et leur parcours d'exil.

Il est envisagé de rattacher ce service à une plateforme départementale d'accueil et d'accompagnement des réfugiés.

Le secteur santé

Le cabinet médical

L'équipe salariée du cabinet médical est composée de 2 infirmiers (1 ETP), 0.5 ETP de médecin et de 0.70 ETP de secrétaire.

Cette équipe est complétée par une équipe bénévole :

- un médecin psychiatre,
- deux médecins généralistes,
- un médecin dermatologue,
- une podologue,
- une diététicienne,
- 2 bénévoles pour la gestion des dossiers et de la pharmacie,
- une infirmière.

L'activité

	2017		2018		Evol en %	
	File active	Consults	File active	Consults	File active	consults
Médecine générale	665	1725	552	1270	-16.99	-26.4
psychiatrie	41	85	14	46	-65.85	-45.9

La file active est de 552 patients contre 665 patients en 2017 représente une baisse de 18 %. Le nombre de patient est revenu au chiffre que nous avons connu en 2016. Le déménagement de nos locaux a entraîné une fermeture temporaire de notre cabinet médical. Cette fermeture accompagnée d'un changement de quartier a engendré une baisse de fréquentation durant environ trois mois. De septembre à décembre 2018, le nombre de consultations est reparti à la hausse.

Perspectives 2019

Depuis l'automne 2018, nous faisons face à un nombre important de jeunes MNA en attente d'évaluation par le Conseil Départemental qui se présentent au cabinet médical. Nous allons tenter d'organiser ce flux de patients afin d'optimiser nos prises en charge.

L'Accès, Médiation et Coordination des Soins (AMECS)

Cette action est menée par deux infirmiers (1 ETP). Elle consiste à aller au-devant des personnes, sur les maraudes, les lieux d'accueil et d'hébergement d'urgence pour des actions de prévention, de dépistage et d'accompagnement dans des démarches de soins.

217 personnes ont été suivies durant l'année 2018. La baisse du nombre de personnes suivies (625 en 2017) s'explique par des phénomènes de violences dans la rue durant l'année 2017. Cette violence s'étant estompée, la prise en charge des personnes victimes de violences a fortement diminué.

Actions menées	2017	2018	Commentaires
Personnes suivies	625	217	Au début de la prise en charge, 78% des patients sont sans CMUC ou AME, les 22% restant étant en attente de couverture sociale
Entretiens, actes	2495	1213	Bilan sanguin, pansement, délivrance de traitement, écoute et soutien psychologique... En 2018, nous avons réalisé 234 pansements.
Démarches	228	207	Prise de rdv, accès aux soins, CMU/ACS/AME, relais médecin traitant, professionnel de santé, Urgences, CLAT, PSM, spécialistes...
Groupes, synthèses, réunion, ateliers collectifs	73	50	Psychiatrie D et A pour l'essentiel

Nombre de Permanences et lieux :

Lieu des permanences	2017	2018
Halte du matin	39	41
Maraude	22	28
Café associatif « La Barque »	7	6
Accueil famille	21	25
CHU « La Nuitée »	19	17
Hôtel	23	22
Inter'maide	11	14
CHU « Le Cherpa »	16	12
CHUS Croix rouge	16	15
Foyer Paul Bert	2	3
TOTAL	170	183

Notre activité sur les différents lieux d'urgence est stable.

Les Lits Halte Soins Santé (LHSS)

Ce service dispose d'une équipe de 6.04 ETP (0.2 directeur, 0.4 responsable de service, 0.34 Infirmier chef, 0.2 Médecin, 1.5 infirmier, 1 aide-soignant, 1 maitresse de maison, 1 travailleur social, 0.4 secrétaire). Il offre dix places d'hébergement sur le site de la Chambrierie.

Les demandes

Nous avons reçu 53 demandes et avons donné 28 accords et 25 refus. Les demandes émanaient dans 89% de l'hôpital. Les refus étaient liés, avant l'ouverture des LAM, au manque de place, à des demandes dont la prise en charge serait très longue (pathologie chronique lourde, handicap, ...). Même si l'ouverture des LAM s'est faite en fin d'année 2018, les caractéristiques des refus se sont modifiés. Les refus par manque de place ont chuté passant de 52% à 20%. Cette tendance devrait se poursuivre en 2019.

Les résidents

	2016	2017	2018	Evolution en %
Nombre de nuitées	3308	3650	3434	9.5
Nombre de personnes	38	23	39	+69.6
Durée moyenne de séjour (en jours)	87	167	169	+91
Taux d'occupation (%)	90.4	100	94	9.6

La relative baisse du taux d'occupation est liée aux travaux réalisés pour l'installation des LAM. IL faut souligner l'évolution positive du turn over sur ce service ; les durées moyennes de séjour devraient évoluer favorablement en 2019 suite à l'ouverture des LAM.

Les principales pathologies justifiant l'admission en LHSS sont :

- La cancérologie
- La gastro/hépatologie
- L'orthopédie/rhumatologie/traumatologie

Les problèmes cardiaques, endocriniens et maladies infectieuses sont ensuite détectés lors de la prise en charge médicale à La Chambrière en plus des addictions et des pathologies psychiatriques.

Ce service génère de nombreux actes médicaux en interne :

- 188 prélèvements (141 en 2017)
- 582 pansements (23 en 2017)
- 155 passages à la pharmacie (27 en 2017)

Les résidents sont également pris en charge à l'extérieur :

- 9 orientations urgences (7 en 2017)
- 61 imageries médicales (53 en 2017)
- 150 consultations spécialisées (122 en 2017)

Le service permet également le rétablissement de la couverture sociale (8 ouverture de droits, 3 CMU et 2 aide médicale d'Etat) ou le renouvellement des droits (12 demandes).

Cependant 2 personnes sont ressorties sans couverture sociale

Il convient également de souligner le recours à de nombreux transports médicalisés (85) complétés par des accompagnements réalisés par nous-même (200) du fait de la faible autonomie des personnes.

Les sorties

Destination à la sortie	2016	2017	2018
Retour en famille	0	0	2
Logement parc public	0	2	0
CHRS collectif	5	0	1
CHRS éclaté	0	1	1
Autres dont 115	12	2	9
LAM	0	0	8
CADA	1	1	2
HUDA	1	0	0
CORDIA	1	2	1
Fugue	0	1	2
Décès	1	0	0
Hospitalisation	2	0	0
Hébergement amical	2	0	2
Retour volontaire au pays	1	2	1
Inconnu	0	1	0
Total	26	12	29

Les lits d'accueil médicalisés (LAM):

Ce service dispose d'une équipe de 17.16 ETP (0.3 directeur, 0.6 responsable de service, 0.66 Infirmier chef, 0.3 Médecin, 7 infirmiers, 2 aides-soignants, 3 AES, 0.8 assistante sociale, 1.9 animateurs, 0.6 secrétaire).

Il offre 15 places d'hébergement sur le site de la Chambre.

Les demandes :

Motifs de refus	2018
Refus de la personne	2
Pas justifié médicalement	16
Dossier ajourné	7
Demande annulée	5
Pas justifié socialement	1
Structure non adaptée (handicap, pathologie lourde)	4
Total	35

53 dossiers concernant 44 patients ont été étudiés au cours de 6 commissions. 18 accords et 35 refus ont été donnés. Les refus sont principalement liés à un motif médical car non justifié dans 46% des cas.

Les prescripteurs des LAM sont plus diversifiés que ceux des LHSS. Les demandes émanent pour moitié de l'hôpital (53%), l'autre moitié est issue de structures d'hébergement (CHRS, pension de famille), d'organismes tutélaires, de la Ligue Contre le Cancer, de COALLIA, de l'ADOMA, de SSR.

Compte tenu de l'ouverture du dispositif en fin d'année nous ne produisons pas de statistiques sur l'activité de ce service.

Perspectives 2019

D'importants travaux vont avoir lieu en 2019, pour permettre d'améliorer les conditions d'hébergement et d'élargir le dispositif à 20 places. L'ouverture de ces lits supplémentaires interviendra au 1^{er} semestre 2020.

L'ATHOBA

Ce service a pour objectif la prise en charge thérapeutique des hommes auteurs de violences conjugales afin de les responsabiliser face à leur comportement, de leur faire prendre conscience des faits qu'ils ont commis et d'éviter la récurrence.

L'équipe salariée est constituée d'un directeur à 0,10 ETP, d'une thérapeute (0.50 ETP), d'une thérapeute intervenante par convention (0.20 ETP) et d'une secrétaire (0.30 ETP).

La prise en charge

	2016		2017		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Prise en charge	53	100	53	100	47	100
Justice	36	68	12	26	21	44
volontaire	17	32	34	74	26	56
Séances de soin	529	100	478	100	598	100
en groupe	264	50	298	62	312	52
en individuel	256	48	256	35	275	46
Tripartite	9	2	12	3	11	2

Le travail engagé avec le SPIP et le procureur de la république a amené à une hausse des orientations judiciaires.

La fin de prise en charge

Motif de fin de prise en charge	2016		2017		2018	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%
Fin de mesure	4	27	4	27	4	20
Arrêt volontaire de la personne	5	33	5	33	5	25
Fin de mesure justice	5	33	5	33	6	30
Déménagement	1	7	1	7	5	25
TOTAL	17	100	15	100	20	100

Les stages de sensibilisation aux conséquences de la violence conjugale

Depuis 2015, Athoba propose des stages de sensibilisation aux conséquences de la violence conjugale. Les participants sont orientés par le parquet, les délégués du procureur ou le SPIP.

Durant l'année 2018, 3 stages ont été mis en place et 47 personnes ont été orientées vers ces stages.

Orientation :

Prescripteur	2017	2018
ACJET	10	9
Délégué du Procureur	21	18
Parquet	0	0
SPIP	21	19
Tribunal	1	1
Total	53	47

Sur les 47 personnes orientées, 23 ont honoré les rendez-vous. Une grande déperdition est notée sur les stages de sensibilisation.

Perspectives 2019

Les financements habituels de ce dispositif diminuent chaque année ; ce qui compromet sa pérennité. Nous avons engagé des démarches pour rechercher de nouveaux financements car nous sommes persuadés de la pertinence de cette action en terme de prévention des violences intra familiales.

Le secteur hébergement

Les effectifs

	Directeur	Directeurs adjoints	Secrétaire	Equipe sociale	Veilleurs de nuit	TOTAL
Camus	1	1	1	8	2	12
Cherpa		1	1	9	2	13
Slex		1	0.8	8		9.8
Dolbeau		1	0.7	3.3	2	7
Loches		0	0.7	1.5		2.2
Chinon			0.6	0.7	1.8	
TOTAL	1	4.6	4.9	31.6	6	47.1

Avec un total de 47.1 ETP, l'effectif est en baisse de 6.4 ETP du fait de l'arrêt de l'hébergement CHRS sur le site de la Chambrerie.

les bénévoles

	2016		2017		2018		
	Personnes	ETP	Personnes	ETP	Personnes	ETP	
CHINON	5	0.1	5	0.11	4	0.05	Maintenance
CHERPA	3	0.6	3	0.49	2	0.27	Accueil
Chambrerie	0	0	2	0.16	4	0.15	Accueil
Camus	4	0.3	5	0.44	4	0.21	Accueil, animation enfant et diététique
Dolbeau	9	0.2	11	0.33	12	0.15	Animation enfant, garderie
TOTAL	20	1.2	26	1.53	26	0.83	

L'Hébergement d'urgence

Les places permanentes du dispositif

Services	Typologie des places	places 2016	places 2017	places 2018
SLEx	Urgence sous contrat Demandeurs d'asile	95	33	33
Cherpa	Urgence sous contrat (8 nuits renouvelables) Urgence sous contrat (1 mois renouvelable)	6 6	6 6	4 8
Camus	Urgence femmes victimes de violences (6 appts)	15	20	20
Chinon	Urgence (1 appt)	3	3	3
Dolbeau	Centre d'hébergement d'Urgence (CHU) Service Logements d'Urgence (SLU)	42	39 95	39 95
Hôtels	Hôtel tous publics Hôtel demandeurs d'asile	17 31	17 31	17 31
TOTAL Urgence		215	250*	250

Au-delà de ce dispositif permanent, des modes d'hébergement ponctuels sont mis en œuvre au cours de l'année sous la forme de locations de chambres d'hôtel au coup par coup ou la mise à disposition d'un dortoir sur le site de la Chambrerie.

Nombre de nuitées du 1^{er} au 31 décembre

	2017		2018		Evolution 2017/2018(%)
	Nuitées		Nuitées	Taux(%)	
Urgence tous publics	65 832	90,9	67 179	11	+15,5
Urgence demandeurs d'asile -SLEX -Hôtel	8 637	35,8	11 105 6 478	75,3	Non significatif
Total Urgence permanent	74 469	76,7	84 762	93	Non significatif
Urgence dispositifs ponctuels - Femmes victimes de violences conjugales plan hivernal hôtel, Chambrerie	4 223	Pas de taux*	24 349	Pas de taux*	+576
Total Urgence	78 992		109 111		+38

* pas de taux d'occupation car il n'y a pas un nombre de places prédéterminé

+ 38% d'augmentation de nuitées. Nous n'avons pas les chiffres de l'HUDA Hôtel pour 2017 donc pas de comparaison possible.

Le tableau ci-après totalise les nuitées réalisées pour l'ensemble des capacités d'hébergement d'urgence. Nous enregistrons une hausse importante sur l'activité SLEX demandeurs d'asile car nous avons repris ce dispositif courant 2017. L'augmentation spectaculaire du nombre de nuitées d'hôtel hors dispositif permanent s'explique par l'évolution de la politique de l'Etat qui a souhaité apporter une réponse à toutes les demandes d'hébergement d'urgence pour les familles en période hivernale.

Les orientations sur les places d'urgence pour demandeurs d'asile sont aujourd'hui assurées par l'OFII ce qui explique le faible taux de remplissage.

Durée de séjour (hors Hôtel 303 et hôtel 177) des personnes présentes au 31 décembre

	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution 2017/2018(%)
Nbre de places permanentes	122	180	228	202	202	
Durée de séjour	368	289	300	274	580	+ 295

Nombre de personnes hébergées

	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution 2017/2018 (%)
Nbre de femmes	272	284	268	278	444	+ 60
Nbre d'hommes	229	247	397	503	236	- 53
Nbre d'enfants	343	451	493	506	754	+ 49
Total personnes	844	982	1158	1287	1434	+ 11,4

Ce tableau comprend l'ensemble des personnes accueillies en urgence sur les places permanentes, le BOP 303 et l'hôtel.

Du fait de l'allongement des séjours, le nombre de personnes hébergées n'augmente pas autant que le nombre de places créées.

Le nombre de femmes et d'enfants est en forte progression, ceci correspond à l'orientation prise par les services de l'Etat d'héberger toutes les familles avec enfant en période hivernale (voir plus haut).

L'hébergement d'insertion

Nombre de places

Service	Typologie des places	Hors CHRS	CHRS	TOTAL
Cherpa	CHRS collectif, en chambre individuelle		15	29
	Stabilisation, collectif, en chambre individuelle		14	
A. Camus	CHRS, collectif, en appartement autonome		60	60
SLEx	CHRS, en diffus et en logement partagé (38 appts)		98	183
	Logements temporaires, en diffus (36 appts)	85		
Chinon	CHRS, en diffus et en partagé (5 appts)		15	23
	Logements temporaires (5 appts)	16		
Loches	CHRS, en diffus et en partagé (8 appts)		15	15
G. Dolbeau	Stabilisation, en collectif	10		10
TOTAL		111	217	328

Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) : 217 places

Le CHRS, financé par une dotation globale de l'Etat, est composé de plusieurs établissements qui accueillent des personnes en détresse connaissant de graves difficultés économiques, familiales, de logement ou de santé, en vue de les aider à accéder ou à retrouver leur autonomie personnelle. 203 places d'insertion et 14 places de stabilisation sont financées dans ce cadre.

Le Centre d'hébergement et de stabilisation (CHS) : 10 places

Il s'agit d'un dispositif d'hébergement proche du CHRS (circulaire Vautrin du 19 mars 2007).

Le mode d'hébergement doit être souple et adapté aux besoins de la personne, et respecter au mieux le principe d'inconditionnalité de l'accueil. Dans les faits, il se rapproche de la prise en charge CHRS.

Les Logements Temporaires : 41 Logements (101 places théoriques)

Ces logements sont financés par l'Allocation Logement Temporaire et par le Conseil Départemental pour l'accompagnement social. Les personnes sont accueillies dans des appartements diffus pour une durée de 6 mois renouvelables. Ce dispositif est conçu pour assurer une orientation rapide vers le logement.

L'activité

	2016		2017		2018		Evol (%)
	nuitées	Taux(%)	nuitées	Taux(%)	nuitées	Taux(%)	
CHRS	71 731	96,5	69 957	94,4	67 384	91	- 3.7
STABILISATION	9 980	113,6	12 761	145,6	8 092	92,3	- 36.6
LOGEMENTS TEMPORAIRES	32 626	86,8	31 135	89,4	27418	74,4	- 11.9
TOTAL	113 737	94,7	113 853	94,7	102 894	90.3	- 9.6

Nuitées et taux d'occupation

L'objectif de 95% de taux d'occupation n'est pas atteint cette année. Ceci s'explique par trois éléments prépondérants :

1- Les délais importants entre la demande du ménage et son orientation par la Commission Unique d'Orientat ion engendrent de nombreux abandons et par contre coup des délais plus importants pour réaliser les admissions effectives.

2-La fermeture de lits progressive de lits de la Chambre et leur transfert sur le SLEx dans le cadre de l'installation des Lits d'Accueil médicalisés a nécessité la recherche de logements qui n'ont pas tous été obtenus dans le bon timing.

3-Les logements temporaires ont souffert parfois d'une faible demande. Le Conseil Départemental ayant resserré les conditions d'accès à ce dispositif, nous avons fermé définitivement 11 appartements.

Nombre de personnes hébergées

	2015	2016	2017	2018	Evolution 2017/2018 (%)
Femmes	205	202	191	156	- 18.3 %
Hommes	242	228	197	158	- 19.8 %
Enfants	203	208	227	206	- 9.2 %
TOTAL	650	638	615	520	- 15.5 %

Le nombre de personnes hébergées diminue car corrélé à l'allongement des durées de séjour. Le turn-over est plus faible.

Composition des ménages

	2015	2016	2017	2018	Evolution 2017/2018(%)
Hommes seuls	164	149	134	135	+ 0.7
Femmes seules	66	70	57	57	=
Couples sans enfant	22	34	22	4	- 81.8
Couples avec enfants	92	78	64	34	- 46.9
Femmes seules avec enfants	67	66	81	79	- 2.5
Hommes seuls avec enfants	5	7	6	5	- 16.7
Total ménages	330	336	321	314	- 2.2

Les couples deviennent très minoritaires dans la composition des publics.

Age des adultes

	2015	2016	2017	2018	Evolution 2017 /2018 (%)
18-24 ans	83	82	78	71	- 9.0
25-34 ans	119	121	108	94	- 12.9
35-44 ans	92	100	101	86	- 14.8
45-54 ans	60	73	66	49	- 25.7
55 ans et +	48	52	35	26	- 25.7
TOTAL	402	428	388	326	- 16

Nous constatons une baisse assez sensible des plus de 45 ans. La proportion des moins de 25 ans reste relativement stable à 21.9 %.

Nombre de prises en charge au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance

	2015	2016	2017	2018
Nombre d'enfants	29	11	10	8
Nombre de mères	24	8	9	5
Total	53	19	19	13

La chute des prises en charge constatée l'année dernière se confirme (-75% par rapport à 2015).

Durée de séjour des sortants

	Ménages Sortants 2018	Nb de nuitées 2018	Durée de séjour 2016 (en jour)	Durée de séjour 2017	Durée de séjour 2018	Evolution (%)
CHRS	90	84 002	414	416	583	+ 40.1
Stabilisation	11	10 165	327	179	406	+ 126.8
Dolbeau	12	9 471	429	397	350	- 11.8
Logt Temporaires	44	24 975	334	254	287	+ 13
TOTAL	157	128 613	376	323	421	+ 30.3

Les ménages sortants sont moins nombreux et leurs durées de séjour plus longues notamment sur les service stabilisation et CHRS.

L'évolution des ressources

Types de ressources	2017				2018			
	entrée	%	sortie	%	entrée	%	Sortie	%
RSA	65	42.2	69	44.8	63	40.1	67	42.7
Travail ou stage	17	11.0	31	20.1	25	16.1	47	30
Pôle emploi	10	6.4	10	6.4	12	7.5	9	5.7
Prestations familiales	2	1.3	2	1.4	1	0.6	3	1.9
Autre allocation	13	8.3	21	13.6	5	3.3	5	3.2
AAH	/	/	/	/	9	5.7	12	7.7
Retraite	/	/	/	/	16	10.1	7	4.4
Autres ressources	5	3.1	2	1.4	0	0	1	0.6
Sans ressources	42	27.7	19	12.3	26	16.6	6	3.8
TOTAL	154	100	154	100	157	100	157	100

N.B. : En 2018, nous avons augmenté le nombres d'items, ce qui explique qu'il n'y a aucun chiffre sur 2017 pour « autres allocations » et « retraite ».

Ce tableau confirme que les personnes accueillies accèdent à des ressources durant leur séjour (26 personnes sans ressources à l'entrée contre 6 personnes à la sortie). 25 personnes à l'entrée ont une activité alors qu'elles sont 47 à la sortie.

Les sorties vers le logement

	CHRS +Stab	LT	Dolbeau	2017		2018	
				Total	%	Total	%
Tour(s) Habitat	19	10	4	34	37.7	33	33,6
Touraine Logement	2	4	1	6	6.6	7	7.1
Val Touraine Habitat	15	13	1	19	20.9	28	28,6
La Tourangelle	0	1	1	0	...	2	2
Autres bailleurs sociaux	8	9	0	11	12.1	17	17,3
Pension de Famille	1	0	0	1	1.1	1	1.1
Parc privé	4	2	0	8	8.8	6	6.1
FICOSIL	2	1	0	10	11	3	3.1
Résidence sociale	1	0	0	2	2.2	1	1.1
Total logement	52	40	7	91	56.2	98	63
CHRS éclaté	3	0	0	4	50	3	30
CHRS collectif	3	0	1	2	25	4	40
Logements temporaires	1	1	1	2	25	3	30
Total Hébergement	7	1	2	8	4.9	10	6,4
Retour domicile	2	1	1	10	15.9	5	10.5
Ami	8	1	1	6	9.6	10	20,5
Retour famille	4	0	0	3	4.7	4	8,3
Exclusion, fin de PEC, incarcération	11	0	0	13	20.6	11	22.4
Inconnue	9	0	1	24	38.1	10	20.5
Autres (LHSS...)	8	1	0	7	11.1	9	18.3
Total précaires	42	3	3	63	38,9	49	30,6
TOTAL sorties	101	44	12	162	100	157	100

98 ménages pour un total de 283 personnes ont accédé à un logement avec bail à leur nom soit + 7,7 %. Si effectivement les séjours se sont rallongés, l'accès au logement s'améliore. Néanmoins + de 30% des personnes accueillies sortent dans une situation précaire.

Les services civiques

L'intégration des services civiques fait désormais partie de l'organisation des équipes. La fiche de poste des services civiques chargés de l'animation en internat a été revue afin d'intégrer pleinement la démarche participative et 2 jeunes ont été accueillis cette année dans ce cadre sur le CHRS.

D'autres jeunes en mission de services civiques ont été accueillis cette année au sein de la Maraude pour un appui notamment à la gestion de la distribution alimentaire (4 jeunes), ainsi qu'au sein du dispositif Familles Solidaires pour renforcer principalement le travail de communication (2 jeunes).

Les faits marquants 2018

La résidence CAMUS

Beaucoup d'actions d'animation se sont déroulées cette année :

- Avec la bibliothèque départementale sur le thème du « Raconte tapis »
- Don de jeux et de vêtements, bourse aux aliments
- Partenariat avec Domitys, qui gère une maison de retraite et qui a fourni de la layette et collecté de l'argent pour une animation.
- Journées à la pêche, à Lulu Parc ou à la fête de l'eau
- Sorties à la patinoire, spectacle musical et soirée jeux de société en partenariat avec les PEP37, en plus des animations traditionnelles autour de Noël
- Organisation de lotos en interne et interservices.

Partenariat

La résidence s'inscrit dans un réseau partenarial avec les écoles, la PMI et le dispositif départemental contre les violences faites aux femmes.

Locaux

La réhabilitation de l'ancienne cuisine s'est achevée en fin d'année.

La préparation des repas pour la Maraude ainsi que le stationnement du Food truck ont lieu à Camus depuis mai 2018.

D'importants travaux d'isolation et d'étanchéité des pignons du bâtiment ainsi que la peinture des façades ont été réalisés.

La résidence CHERPA

L'animation de la dynamique participative s'est développée sur ce service.

L'animation collective rythme la vie de l'établissement au même titre que la vie quotidienne et l'accompagnement social. De nouvelles activités comme la culture d'un jardin familial, les randonnées pédestres ou un atelier de création artistique ont été initiées. Cette dernière activité a donné lieu à une exposition itinérante dans tous les services de l'association et à des initiations dans d'autres services.

La résidence DOLBEAU

La résidence poursuit ses efforts d'intégration dans le quartier :

- participation des hébergés à la quatrième édition de la manifestation partenariale « Prenons place » dans le quartier.
 - participation au réseau Bords de Loire et au REEAP (Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents).
 - participation aux Petits déjeuners mensuels de Courteline par un membre de l'équipe éducative.
- Cependant quelques difficultés perdurent pour mobiliser les résidents sur les ateliers et les animations collectives, et pour investir les lieux collectifs (salle de jeux...).

Le SLEX

Le service a dû absorber les 19 places CHRS de la Chambrerie dans un dispositif de logement partagé ; pour ce faire deux travailleurs sociaux supplémentaires ont rejoint l'équipe.

Du fait de la faible demande, nous avons réduit la capacité du service logements temporaires de 42 à 36 logements.

Activités sur le service :

Pendant l'été plusieurs sorties ont été organisées avec les résidents de La Chambrerie.

Pour Noël les ménages de nos 3 dispositifs ont été invités au cirque « Georget » à Luynes. 40 personnes (adultes et enfants) y ont participé. Le CCAS de Tours a financé cette activité.

Antenne de LOCHES

Un partenariat a pu se mettre en place avec l'atelier de quartier des Compagnons bâtisseurs qui nous ont proposé quatre séances de construction de meubles en palettes. Cet atelier a mobilisé quatre personnes. Sur l'année 2018 nous avons accueilli des personnes avec des tranches d'âges différentes et davantage de familles que l'année précédente.

Antenne de CHINON

Au-delà de quelques difficultés rencontrées pour le recrutement des salariés en insertion, et la sous occupation des logements ALT, la dynamique de l'antenne est forte, de nouvelles animations ont vu le jour :

- ↳ Mise en œuvre du Réseau d'Echanges Solidaires (RESO) avec de nouveaux bénévoles
- ↳ Partenariat avec Hospitalité Chinonaise aux Migrants :
 - . création d'un entraînement de football
 - . mise à disposition du véhicule 9 places pour les activités des enfants
- ↳ Création d'un atelier Théâtre
- ↳ Aménagement des logements :
 - . récupération de mobilier pour améliorer le confort (canapés...)
 - . mise à disposition de frigo + micro-ondes dans des chambres individuelles

Perspectives 2019

La résidence Camus

De nouveaux travaux vont encore marquer l'année : réalisation d'un portail d'entrée, d'un garage à vélo, réaménagement de l'accueil et des bureaux.

La création d'un appartement accessible aux personnes à mobilité réduite en rez de chaussée est aussi programmée.

La résidence du CHERPA

Nous allons poursuivre l'amélioration des espaces privés (mise en peinture des chambres) ainsi que les lieux collectifs comme la cafétéria ou bien les parties communes aux étages (couloirs, sanitaires...).

Nous souhaitons poursuivre la dynamique d'animation. Ainsi il sera développé cette année un projet autour du vélo moyen de transport écologique et de loisir.

Des nouveaux projets sont aussi en discussion avec le COVILO : aménagement de la salle de loisirs, babyfoot et billard, cafétéria.

Le SLEx

Ce service va assurer la gestion de 31 places pour demandeurs d'asile qui sont actuellement installées à l'hôtel « le Comté ». Pour ce faire, nous allons recruter un adjoint au responsable de service et un travailleur social supplémentaire.

Une activité avec une socio-esthéticienne avec plusieurs ateliers au cours de l'année va être proposée aux femmes de tous nos dispositifs.

Nous envisageons d'emmener 22 personnes sur un week-end de 3 jours à St Malo. Cette activité sera également proposée à tous les résidents de l'association.

Antenne de CHINON

L'accent sera particulièrement mis sur la communication en direction du grand public mais surtout du monde de l'entreprise et des collectivités locales pour mieux faire connaître notre secteur des chantiers d'insertion qui recherche régulièrement des chantiers.

La pension de famille

La pension de famille dispose d'un effectif salarié de 1.3 ETP (0.3 directrice, 0.5 éducatrice spécialisée, 0.5 moniteur non diplômé).

Le service a hébergé 11 personnes en 2018 :

- 7 hommes et 4 femmes,
- 7 personnes sont concernées par une mesure de protection,
- 10 personnes ont plus de 40 ans dont 4 ont plus de 60 ans,
- Le revenu moyen est de 732 euros/mois et est en légère augmentation par rapport à 2017,
- 4 personnes sont présentes depuis plus de 4 ans dont 2 depuis plus de 10 ans,
- 1 sortie dans l'année pour incarcération.

Animation

Les réunions de résidents sont plus fréquentes, elles ont lieu tous les 15 jours le jeudi après-midi, ce temps-là a été renommé par les résidents « LA TCHATCH ». Elles permettent de favoriser la participation à la vie de la structure. Différents thèmes sont abordés tel que le fonctionnement du service, la participation de chacun aux tâches ménagères, les projets (animations, ateliers, sorties...), la gestion des conflits.

Les faits marquants de 2018

Réussites

Avec l'arrivée d'une nouvelle monitrice-éducatrice, réorganisation mise en place de temps d'aide à la vie quotidienne plus réguliers pour répondre aux besoins de chacun.

Des petits groupes se sont formés en fonction de leurs affinités et ont pu partager des moments en autonomie (partage de repas, invitation à domicile, solidarité...).

L'évaluation annuelle avec chaque résident, ce qui représente une synthèse par mois entre octobre et juin. Ceci permet la rédaction d'un bilan et d'un projet d'accompagnement individualisé par résident (le rythme a été un peu bousculé avec le départ d'un des deux référents. Mais ce temps-là reste un moment important, afin de faire le point sur l'année écoulée et fixer les nouveaux projets).

Difficultés rencontrées

La consommation d'alcool quotidienne est un véritable problème pour plusieurs résidents, malgré un travail en étroite collaboration avec le CSAPA (visites à domicile, au centre, cure...).

Cela a nécessité des interventions régulières de la directrice pour rappeler le cadre, qui ont abouti à des mises à l'écart du collectif pendant des temps limités.

Des difficultés à mobiliser l'ensemble du groupe pour des sorties extérieures et sur la participation de chacun sur des temps collectifs (atelier cuisine, Tchatch).

Les faits saillants

L'ouverture des places supplémentaires en appartement extérieur et l'accueil de nouveaux résidents.

L'investissement de deux résidents dans le Conseil Citoyen de quartier et au GPS et CVS.

La participation et l'investissement d'un résident sur la manifestation « Prenons place » du quartier Mame, qui réunissait comme tous les ans toutes les associations du quartier au mois de juin.

Visites régulières d'un résident en Maison d'arrêt.

La perte d'autonomie importante des résidents qui nous amène à réajuster notre pratique (accompagnement individuel aux courses, extérieurs, administratif...).

Perspectives 2019

Ouvrir les 3 dernières places en logement extérieur (soit un T1 et un T2 afin d'y héberger un couple qui vit actuellement dans deux appartements séparés sur la structure).

Poursuivre le travail avec les résidents sur « leur capacité à habiter », à travers l'entretien du logement, l'appropriation des lieux et de l'environnement.

Continuer à favoriser la participation des résidents au Conseil citoyen sur notre territoire, au GPS et au CVS et aux activités transversales de l'association.

Organisation d'un séjour à La Baule

L'épicerie sociale et solidaire de Chinon

Avec 78 nouvelles demandes, 86 familles ont bénéficié de l'épicerie, ce qui représente 241 personnes aidées (sur l'année 2017, 82 familles représentaient 230 personnes aidées).

Au-delà de l'activité de distribution alimentaire, les animations collectives demeurent extrêmement riches, avec l'accent mis cette année sur les activités de Bien-Etre et les sorties culturelles, qui s'ajoutent aux ateliers cuisines et créatifs déjà mis en place. A noter également l'investissement de personnes bénéficiaires pour s'occuper bénévolement de notre jardin potager et la mise en place d'un atelier théâtral à la demande de plusieurs personnes accueillies.

Ateliers ou Actions	Nombre de bénévoles ou salariés impliqués	Nombre de bénéficiaires impliqués	Nombre de jours de fonctionnement par an
BIEN-ETRE : (Yoga, Chant, Coiffeur)	8	24 adultes	37
CUISINE :	6	22 adultes et 13 enfants	19
SORTIES CULTURE : Châteaux, Bibliothèque Loisirs...	9	37 adultes et 13 enfants	16
CREATIF	3	12 adultes et 1 enfant	5
JARDIN ENVIRONNEMENT :	3	27 adultes	16
THEATRE	3	7 adultes	3

De plus en plus de personnes accueillies s'investissent dans le bénévolat et dans une forme plus régulière et plus impliquée encore que les autres années : animations d'ateliers collectifs, participation aux réunions d'équipe mensuelles, initiatives, critique constructive pour nous aider à améliorer nos actions.

Difficultés rencontrées :

La fréquentation de l'épicerie, en diminution début 2018 a repris un cours normal sur le dernier trimestre. L'équilibre budgétaire reste une question permanente, notamment avec le questionnement de la poursuite de la subvention régionale...

Perspectives 2019 :

- Poursuivre l'implication des personnes accueillies dans des démarches citoyennes variées (bénévolat au sein de l'Entraide mais aussi à l'extérieur)
- Faire connaître davantage le Réso pour qu'il soit plus utilisé
- Développer l'offre de sorties culturelles le soir ou le week-end

Le secteur insertion par l'activité économique

Le dispositif AVA

Introduction

Le dispositif AVA s'adresse aux personnes qui rencontrent des difficultés importantes les empêchant de bénéficier des aides à l'insertion professionnelle du droit commun.

Il propose une activité aux personnes hébergées en CHRS, qui en contrepartie, bénéficieront d'un pécule et d'un accompagnement socioprofessionnel. Ces actions visent l'accès au droit commun quand la situation des personnes le permet.

Description de l'activité

L'activité proposée aux personnes en contrat AVA est un travail de production de caissettes à fromage en bois.

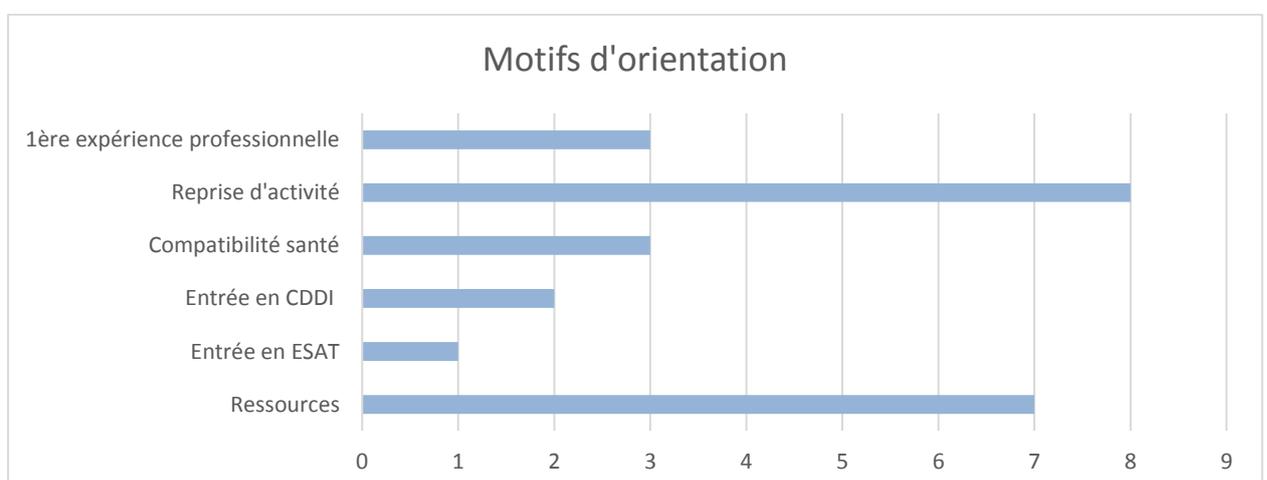
Les CAVA (Contrats AVA) sont d'une durée de 20h par semaine mais peuvent être adaptés à chaque situation entre 16h et 24h par semaine. La rémunération s'élève à 40 % du SMIC. La durée de parcours est de 2 mois renouvelables dans la limite de six mois.

La capacité d'accueil est de 10 à 12 personnes sur l'atelier du lundi au jeudi.

Orientation / accueil

Les personnes sont orientées par les travailleurs sociaux des différents CHRS d'Entraide et Solidarités. Le responsable du service accompagnement IAE gère les admissions.

Le motif principal d'orientation est la reprise d'activité liée à des problématiques sociales, administratives, de santé ou financières.



L'accompagnement

Les CAVA bénéficient d'un accompagnement social et professionnel complémentaire à l'accompagnement du travailleur social référent sur l'hébergement. C'est un conseiller en insertion professionnelle qui accompagne le CAVA sur la partie professionnelle et assure le lien avec l'encadrement technique.

Une commission CAVA se déroule, par ailleurs, tous les deux mois pour piloter l'action. Cette commission est composée du directeur de l'hébergement, du directeur IAE, du responsable du service accompagnement et du conseiller en insertion professionnelle dédié.

Bilan et caractéristiques du public

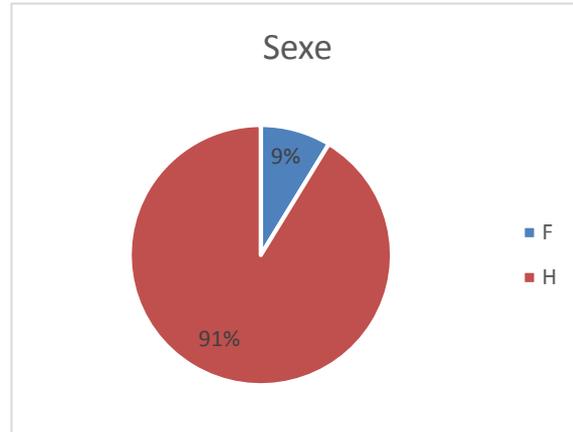
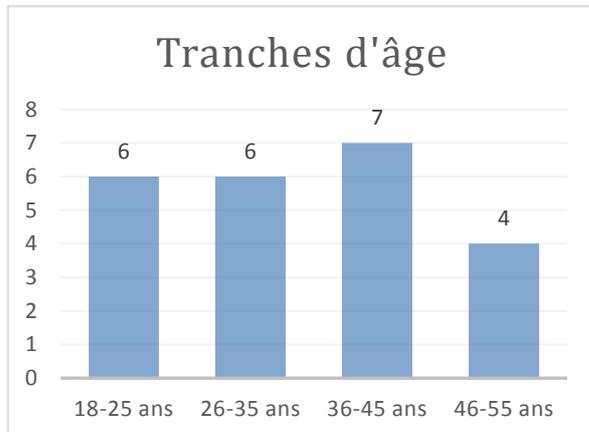
En 2018 les CAVA ont représenté 6541 heures travaillées. Cela correspond à une légère augmentation de 2.3% par rapport à 2017. La gestion des places et la relance systématique des CHRS pour les orientations reste un enjeu important pour maintenir un nombre suffisant de personnes sur le dispositif.

23 personnes ont pu bénéficier de ce dispositif contre 24 en 2017. La difficulté principale réside toujours dans l'attractivité de ce type de convention, et dans la stabilité des publics qui a impliqué, encore cette année, des creux dans l'effectif.

C'est toujours une priorité en 2019 que de continuer à mieux utiliser ce dispositif et à augmenter le nombre d'heures travaillées. C'est pourquoi nous avons maintenu à 12 le nombre de postes ouverts en file active en 2018.

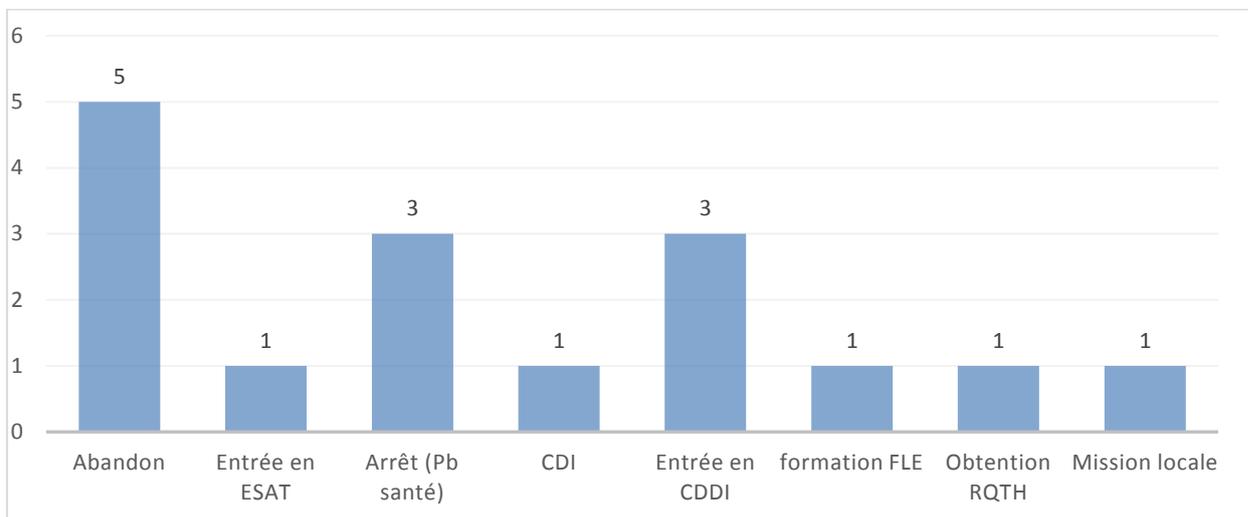
Le parcours moyen est de 4.2 mois de contrat. Toutefois si on s'intéresse aux heures réellement travaillées la moyenne se situe à 12 semaines (soit 2.7 mois). On note une forte dispersion des durées puisque l'écart type (écart à la moyenne) est de 11.6 semaines.

Les caractéristiques du public accueilli



La catégorie 46-55 ans est majoritaire avec 30%, suivie de près par les 18/25 ans et 26/35 ans. Le public est toujours fortement masculin (91%).

Les sorties



Nous dénombrons 15 sorties en 2018. Les situations à la sortie sont très diverses et réparties de manière hétérogène. On note le passage d'une personne en CDDI, une entrée en formation qualifiante. Par ailleurs, deux personnes ont accédé à des formations FLE. Se détache toutefois, un fort taux d'abandon spontané (33%).

Par ailleurs, une personne a accédé à une reconnaissance CDAPH et une formation FLE intensif avec Pôle emploi.

Perspectives 2019

Le projet social de l'AVA est en cours de réécriture, conformément à la demande de la DDCCS dans le cadre du CPOM. Nous avons constitué deux groupes de travail afin de faire évoluer le dispositif.

Un premier groupe sera composé des personnes que nous accueillons en CAVA. Le second sera constitué des professionnels des deux pôles Hébergement et IAE concernés. Le croisement des regards cherchera à saisir les points d'ancrage de l'action et les axes d'amélioration souhaitables. Il sera finalisé pour le dernier trimestre 2019.

D'ores et déjà, se réaffirme l'importance cruciale pour les personnes de la reprise d'activité dans leur parcours d'insertion sociale (restauration du lien social, sentiment d'utilité...).

Sans attendre les résultats de ce travail de refondation, nous souhaitons réaliser un certain nombre d'actions collectives en 2019 avec les thématiques suivantes :

- Accès au soin, prévention (IRSA)
- Accès à la culture (Culture du cœur, visites culturelles)
- Accès au numérique (visas pro numérique)
- Atelier mobilités (WIMOOV)
- Actions de groupe à développer (atelier droit du travail)

Ces actions collectives seront co-construites avec les personnes et d'autres thèmes pourront bien sûr émerger. Ceci a pour objectif de renforcer les liens déjà nombreux tissés entre les CAVA sur le lieu de « travail » et de s'appuyer sur la dynamique collective pour ouvrir sur d'autres champs.

Les chantiers d'insertion

Les permanents

Pour la partie production et encadrement des salariés en insertion, ce secteur dispose d'un effectif de salariés permanents de 22,73 ETP ainsi répartis :

- sur TOURS : 1 directeur, 1 secrétaire, et 18 encadrants techniques et chefs d'ateliers.
- sur CHINON ; 0.15 ETP de responsable de service, 1 secrétaire (0.2 ETP) et 3 encadrants techniques.

Pour l'accompagnement socio-professionnel et le recrutement, l'équipe se compose d'un directeur adjoint, de 3.5 ETP de conseillers en insertion (3 ETP sur Tours et 0.5 ETP sur CHINON) et de 0.25 ETP de secrétariat.

Cette équipe de permanents est complétée par des interventions de 4 bénévoles sur l'optimisation des outils de gestion ou la formation.

Les salariés en insertion

Le recrutement

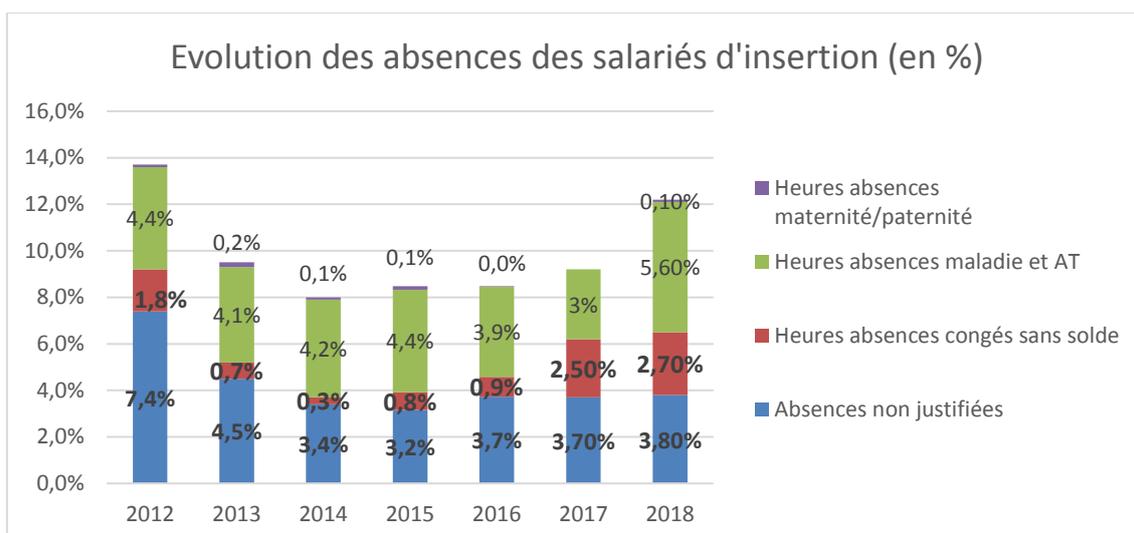
Le recrutement se fait à partir d'offres d'emploi déposées à Pôle Emploi.

Nous participons à des séances collectives d'information organisées par Pôle Emploi. Notre principal critère de recrutement est la volonté du candidat de s'inscrire dans un projet d'insertion professionnelle.

Le nombre d'ETP réalisés

Secteurs	CHINON 2017	TOURS 2017	TOTAL 2017	CHINON 2018	TOURS 2018	TOTAL 2018
Espaces verts	5.22	13.83	19.05	3.78	12.25	16.03
Peinture	4.37	8.06	12.43	3.34	8.18	11.52
Maçonnerie	3.84		3.84	3.57		3.57
Recyclage		10.51	10.51		9.03	9.03
Prestations ext		4.29	4.29		5.12	5.12
Propreté		10.88	10.88		10.45	10.45
Restauration		10.87	10.87		11.74	11.74
Maintenance		5.32	5.32		5.19	5.19
TOTAL	13.43	63.76	77.19	10.69	61.95	72.64

L'effectif est en légère baisse et le taux de consommation de nos postes demeure proche de 99 %. Au total 188 personnes ont travaillé en 2018 dans nos chantiers.



Les absences pour congés sans solde correspondent le plus souvent à des périodes de travail en CDD en entreprise. Les absences pour maladie et accident du travail remontent de façon significative du fait d'un fort taux de progression des accident du travail (231 jours en 2017, 881 en 2018). Ce phénomène s'explique principalement par 5 situations d'arrêts longs (égal ou supérieur à 3 mois), représentant à elles seules 60% du nombre de jours d'arrêt pour AT. Pour ce qui est de l'augmentation des arrêts courts, il s'explique pour partie par une meilleure sensibilisation des équipes à la rédaction d'une déclaration d'accident de travail pour tout incident survenu pendant les heures de travail. Cependant, un travail de formations « gestes et postures » est à poursuivre pour sensibiliser l'ensemble des équipes.

Les caractéristiques des salariés en insertion

Catégorie (à l'entrée)	% 2016	% 2017	% 2018
Demandeurs d'emploi de -1 an	46	35	31.5
Demandeurs d'emploi de 1 an à 2 ans	19	18	22.1
Demandeurs d'emploi de +2 ans	35	47	46.4
Total	100	100	100

Niveaux de formation	% 2016	% 2017	% 2018
Niveau VI et V bis	57	51.7	42.1
Niveau V	31.8	30	37.5
Niveau IV	9	12.8	15.7
Niveau I - II - III	2.2	5.3	4.7
Total	100	100	100

Répartition H/F	% 2016	% 2017	% 2018
Hommes	75	72	76.1
Femmes	25	28	23.9
Total	100	100	100

Le déséquilibre Homme/Femme s'accroît légèrement. Il est dû à la nature de nos chantiers, majoritairement peu attractifs pour les femmes.

Classes d'âge	% 2016	% 2017	% 2018
Moins de 26 ans	19	20	15.3
26-54 ans	67	70	76.2
55 ans et plus	14	10	8.5
Total	100	100	100

Profils	% 2016	% 2017	% 2018
Bénéficiaires du RSA socle	46.6	51.3	50.2
Travailleurs Handicapés	2.6	2.2	6
Bénéficiaires de l'ASS	8.6	7.9	10.2

La progression des bénéficiaires du RSA est conforme à nos objectifs fixés avec le Conseil Départemental.

Les sorties

	Situation à la sortie	2015 (111 sorties)		2016 (93 sorties)		2017 (87 sorties)		2018 (87 sorties)	
		Pers	%	Pers	%	Pers	%	Pers	%
Emploi	CDI > mi tps + CDD > 6 mois	8	21	3	24.7	9	34.5	14	35.6
	CDD > 6 mois IAE	15		4		6		6	
	CDD > 6 mois CUI-CAE			3		0		0	
	CDD < 6 mois non aidé			7		8		7	
	Intérim	1		6		7		4	
Formations	qualifiante	15	16	20	21.5	13	14.9	9	10.3
Retraite				3	3.2	2	2.3	2	2.3
Autres sorties positives	(CACES, CESU, habilitations électriques, CDD dans la structure)	5	4.5	2	2.2	4	4.6	4	4.6
Total sorties dynamiques		45	41	48	51.6	49	56.3	46	52.9
Sans solution directe		66	59	45	48.4	38	43.7	41	47.1

Après 3 années de progression des sorties dynamiques, nous enregistrons un tassement des sorties positives en 2018. Néanmoins les sorties en emploi durable progressent, résultat que l'on peut rattacher à notre implication dans une démarche d'expérimentation avec la FAS et le Ministère du travail pour développer le placement en entreprise.

L'activité Economique

Chiffre d'affaire	CHINON			TOURS			TOTAL
	externe	interne	TOTAL	externe	interne	TOTAL	
2014	170 025	11 262	181 287	542 531	474 065	1 016 596	1 197 883
2015	173 424	22 200	193 624	496 854	633 603	1 130 457	1 324 081
2016	119 344	54 006	173 350	574 272	631 262	1 205 534	1 378 884
2017	138 286	125 910	264 196	552 124	721 460	1 273 584	1 537 780
2018	136 710	68 158	204 868	794 579	793 470	1 588 049	1 792 917

La hausse de la production constatée depuis plusieurs années se poursuit portée notamment par une progression importante du secteur restauration du fait de la prestation réalisée pour le public MNA et la poursuite de travaux internes sur le Site Marcel Tribut. Pour la première année le secteur IAE dégage un résultat positif aussi bien sur Tours que sur Chinon. Le plan d'optimisation lancé début 2018 et porté par l'ensemble des équipes a également contribué à cette situation satisfaisante.

Perspectives 2019

La réhabilitation immobilière du site de Chambray va débuter en 2019 pour se terminer en 2020. Elle va améliorer considérablement les conditions de travail de l'ensemble des salariés et permettre l'installation du service d'accompagnement socio professionnel.

La politique d'investissement de l'association se poursuit, nous pouvons notamment souligner l'achat d'une mini-pelle et d'un broyeur à végétaux pour le secteur espaces verts.

Nous avons abandonné notre activité de recyclage de palettes définitivement non rentable pour développer nos activités prestations extérieures, maintenance et propreté en l'élargissant à la désinsectisation.

Enfin des projets sont en cours sur le secteur restauration avec un projet de partenariat avec le CCAS de TOURS.

Le secteur formation

Ce secteur dispose d'un effectif salarié de 10.30 ETP (1 chef de service, 0.80 ETP secrétaire, 8.5 ETP de formateurs).

Activité Bénévole

	2015		2016		2017		2018	
	Effectif	ETP	Effectif	ETP	Effectif	ETP	Effectif	ETP
Secrétariat	1	0.11	1	0.11	1	0.11	1	0.11
Français Langue Etrangère	1	0.11	2	0.22	3	0.3	3	0.4
Illettrisme	65	3.57	66	3.47	58	3	49	2
Maison Digitale			5	0.66	5	0.4		
Total	67	3.79	73	4.46	67	3.88	53	2.54

L'effectif bénévole a été réajusté en fonction des besoins réels et de départs naturels de certains bénévoles.

Les Publics Accueillis

Les caractéristiques communes au public accueilli sont :

- Une maîtrise insuffisante de la langue française, notamment pour les personnes inscrites aux visas 3 en 1. Il s'agit généralement de publics migrants en très grande difficulté, hébergés en CHRS ou orientés par des partenaires extérieurs,
- Un niveau de lecture et d'écriture insuffisant (illettrisme),
- Un manque d'autonomie sociale et professionnelle,
- Un isolement social.

Actions	Nbre de stagiaires 2015	Nbre de stagiaires 2016	Nbre de stagiaires 2017	Nbre de stagiaires 2018
Visas Région Centre	536	719	670	713
-dont visas 3 en 1, apprentissage du français (80 heures)	239	341	490	576
-dont visas internet (10 heures)	120	120		
-dont visas éco-citoyens (10 heures)	100	140	28	30
-dont visas bureautique (40 heures)	47	50	60	87
- dont visa FOAD (80 heures)	43	68	20	20
Savoirs de base	310	316	304	300
Illettrisme Conseil Dptal TOURS	160	139	164	170
Illettrisme Conseil Dptal CHINON	50	73	62	39
Illettrisme Conseil Dptal LOCHES /DESCARTES	41	32	23	16
Action illettrisme maison d'arrêt	27	37	55	66
Formation Savoirs de base ESAT	32	35	0	9
Formations pré-qualifiantes	74	121	83	119
Communication professionnelle	0	0	0	8
Entretien	22	29	10	0
Entretien repassage	15	6	0	0
Habilitation Electrique	32	63	38	38
CACES	5	23	0	0
Pro-numérique Orchis			20	10
Pro numérique ESAT				11
Estime de soi ESAT			6	6
Prévention des risques ESAT			9	9
Préparation DELF B1				2
FLE à visée Professionnelle				8
FLE intensif (réfugiés)				13
Propreté Encadrant IAE				3
Propreté salariés IAE				5
Montage de meubles				6
Remise à Niveau MNA				70
Accompagnement RSA	51			
Total	984	1156	1057	1202

Le nombre de stagiaires progresse fortement en 2018 du fait de l'ouverture de nombreuses formations nouvelles et principalement la formation de remise à niveau pour les mineurs non accompagnés. Le nombre d'heures de formation a également fortement progressé, il s'établit à 92 057 heures (+20%).

Nos actions de formation

➤ Les visas Région Centre

Ces actions s'adressent aux résidents, aux salariés en insertion, aux demandeurs d'emploi, salariés, retraités, et jeunes de plus de 16 ans déscolarisés.

Le contenu des formations visas portent sur :

- la remise à niveau
- les savoirs de base(illettrisme)
- Internet
- La bureautique
- Le code de la route

Depuis 2013, le service s'est engagé à la demande du Conseil Régional dans la Formation Ouverte à Distance (FOAD).

Le nombre de visas que nous avons réalisés a progressé en 2018 ; cependant le Conseil Régional fait évoluer sa politique de formation et « le modèle visa » va certainement être en retrait dans les années à venir.

❖ Traitement des demandes

- Tous les mardis de 09h00 à 12h00, une information collective est organisée. Elle se déroule de la façon suivante :
 - Présentation des actions de formation,
 - Passage d'un test de positionnement : Français, Mathématiques, culture générale,
 - Entretien individuel.

Nous constatons une légère augmentation des demandes et un fort taux de participation aux informations collectives (77 %)

➤ Les actions illettrisme

Ces actions se développent depuis 2012 dans le cadre d'une convention avec le Conseil Départemental sur l'arrondissement de CHINON, sur l'agglomération de TOURS et sur le SUD LOCHOIS en partenariat avec le CRIA. Elles reposent sur une articulation entre des interventions de professionnels et de bénévoles et sur la complémentarité entre l'accompagnement individuel et des actions collectives.

Elles se sont élargies progressivement à de nombreux territoires ruraux.

❖ Objectifs :

Permettre aux apprenants de mieux maîtriser les savoirs de base (lecture, écriture, calcul, repérage espace/temps, logique, communication) et, grâce au lien social, de développer l'autonomie et la prise de confiance en soi. L'apprenant pourra ainsi mieux maîtriser son environnement et faire face, plus facilement, aux différentes situations de la vie quotidienne.

❖ Public

Toute personne, demandeur d'emploi, allocataire RSA ou ayant droit, présentant des difficultés particulières face à l'écrit. Cette action s'adresse à des personnes qui, après avoir été scolarisées en langue française, n'ont pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture, du calcul et des compétences de base, pour être autonomes dans les situations simples de la vie courante.

Nous consacrons une part très importante de nos moyens à informer et sensibiliser les partenaires pour le « recrutement » des personnes surtout sur les secteurs ruraux.

➤ **Formation aux Compétences initiales pour l'emploi en maison d'arrêt**

Cette action financée par le Conseil Régional au profit de personnes détenues à la maison d'arrêt de Tours se déroule au rythme de deux demi-journées par semaine et a pour objectif de préparer l'insertion professionnelle à la sortie de la détention.

Pour mémoire, en 2016, une nouvelle forme d'action « Objectif Sortie » a été proposée aux personnes détenues à raison de 2 sessions par an d'une durée de 24 heures ; elle perdure en 2017.

En 2018, 2 salariés et un bénévole ont permis à 63 personnes de participer à ces ateliers soit 723 heures de formation suivies.

➤ **Les nouvelles actions mise en place en 2018**

• **Français Langue Etrangère à visée Professionnelle**

2 nouvelles actions ont été menées ; l'une en direction des publics migrants en complément du Contrat d'intégration républicaine pour les nouveaux arrivants (15 personnes) et l'autre en direction de salariés en insertion (7 personnes). Cette dernière action a permis de nouer un partenariat avec plusieurs chantiers d'insertion de l'agglomération.

• **une diversité d'action en direction des salariés en insertion :**

Développer des relations positives au travail

Encadrant Agent de propreté pour les encadrants techniques

Entretien des locaux

Montage et Démontage de Meubles

• **Remise à niveau pour les Mineurs Non Accompagnés**

Cette nouvelle activité a été développée en partenariat avec le service d'accompagnement des MNA d'Entraide et Solidarités et avec l'association AJH Quelques jeunes suivis par l'Association Montjoie ont également bénéficié de la formation. Cette formation s'adresse à tous les jeunes MNA qui n'ont pas pu être inscrit dans un cursus scolaire du fait de leur niveau ou du manque de place. Elle a pour finalité l'amélioration de leur niveau de français pour leur permettre de poursuivre leur projet d'insertion professionnelle qui passe souvent par une recherche de contrat d'apprentissage.

Cette action a bénéficié à 70 jeunes pour 24 600 heures délivrées.

Nous proposons en complément de cette formation du soutien scolaire pour ces jeunes entrés en apprentissage.

➤ **Mise en place de partenariat**

• **Le Centre de Création Contemporaine Olivier Debré**

Le Centre de Création Contemporaine Olivier Debré (CCC OD) de Tours propose chaque année deux partenariats privilégiés avec le relais de Cultures du Cœur.

Cette année, le Centre de Formation d'Entraide et Solidarités et la Mission Locale de Touraine ont été choisis.

Deux groupes d'apprenants d'une dizaine de personnes chacun ont pu découvrir le CCC OD et les expositions présentées lors de visites commentées.

Pour chaque exposition, chaque groupe d'apprenants a participé à deux ateliers animés par des animateurs du CCC OD en lien avec les formateurs au Centre de Formation. L'objectif de ces ateliers préparatoires était de créer une œuvre artistique inspirée des œuvres présentées au CCC OD

Ainsi, le 24 novembre 2018, un premier groupe d'apprenants a participé à un atelier de pratique artistique dans le cadre de la manifestation « Au Tours du Handicap » organisée par la Ville de Tours au CCC OD.

- **COOPAXIS**

Ce partenariat a eu pour objectif de permettre à des salariés en insertion de mieux utiliser leur smartphone notamment pour faciliter les démarches quotidiennes et l'accès aux droits.

Ce projet a été pensé à la fois comme un préalable à l'entrée en visa bureautique et internet qui ne prennent pas en compte les usages mobiles, mais également dans un objectif très concret d'équipement d'un atelier afin de faciliter l'accès à un ordinateur et une imprimante sur le lieu de travail.

Perspectives 2019

CACES

Nous développons en 2019 une formation « CACES mini pelle » grâce au soutien du fonds départemental d'insertion et une formation « CACES chariot élévateur » en partenariat avec l'association La paternelle à Mettray et avec l'appui financier de la fondation Sillon solidaire. Ces formations seront principalement à destination des salariés en insertion de l'association ou de partenaires de l'IAE.

Certification du centre de formation

Au regard de la réforme de la formation du 05 septembre 2018, toutes les organismes de formation devront avoir une certification qualité en 2021.

Nous nous préparons à cette échéance, les travaux en cours au 46 Avenue Gustave Eiffel vont permettre d'améliorer la qualité de notre accueil en créant notamment un centre de ressources.

Formation Français Langue Etrangère

L'objectif est de continuer à développer les formations FLE à visés professionnelle pour les salariés en chantier d'insertion. Nous rechercherons notamment une meilleure articulation entre formation et chantiers d'insertion.

EXPRESSION DES PERSONNES ACCUEILLIES

Avec la mise en place du Groupe Participation et Solidarité (GPS), la participation des personnes accueillies et la vitalité des instances de représentation ont connu une belle dynamique. En fin d'année 2017, le GPS a édité un planning annuel avec l'ensemble de ses activités :

- Le GPS se réunit tous les 2 mois
- Une réunion de résidents a lieu tous les 2 mois en alternance
- Le Conseil de Vie sociale se réunit tous les 1^{er}, 2^{ème} et 4^{ème} trimestre
- Les délégués se réunissent 15 jours avant le CVS pour élaborer l'ordre du jour
- Le Conseil Régional des Personnes Accueillies se tient tous les trimestres avec préparation par le Copil un mois avant (animé par la FAS Centre)
- Le conseil départemental des Personnes accueillies se réunit 2 fois par an (animé par la FAS Centre)

Afin d'être au plus près des préoccupations des résidents et d'agir vite sur les problèmes quotidiens des structures, le CVS du mois de Mai a proposé la création d'une instance dans les services collectifs. Il a été proposé la mise en place de Comité de Vie Locale (CoViLo). Associé au CVS, c'est un lieu où se réunit le responsable de site, l'animateur et les délégués. Mais cette nouvelle instance doit rester souple et ouverte. C'est ainsi que toutes les personnes intéressées peuvent participer. Ses thèmes majeurs sont la vie quotidienne et les animations.

Présenté au CA du mois d'octobre, la nouvelle organisation de la représentation et le nouveau règlement ont été validés et mis en place dans les services dès la fin de l'année.

Ainsi, toutes les instances se sont réunies dans les délais prévus initialement. Le GPS, composé de salariés et d'administrateurs réguliers, constitue un groupe homogène. Ceci facilite amplement la continuité de travail et de réflexions. Ce cadre doit être maintenu.

Un calendrier pour 2019 a déjà été élaboré et mis en œuvre comme prévu.

Le CVS s'est réuni le 29 mars (13 personnes), le 30 mai (11 personnes) et le 27 septembre (11 personnes). Les personnes accueillies sont majoritaires à chaque CVS et 2 administrateurs sont présents à chaque fois. Il est à noter l'organisation de nombreuses activités d'animation notamment pendant l'été avec une augmentation significative de co-organisation entre deux ou plusieurs services. Ceci favorise le lien entre les équipes mais aussi entre les résidents.

Ainsi, les délégués au CVS ont décidé l'organisation d'un grand loto en fin d'année. Celui-ci s'est déroulé début septembre à Camus et a connu un beau succès auprès des adultes comme des enfants. L'investissement des délégués et des membres du GPS a été remarquable. Une date est déjà fixée pour 2019 !

Enfin, nous souhaitons renforcer la présence d'usagers au sein des instances animées par la Fédération des Acteurs de la Solidarité. En effet, il semble important que les personnes accueillies concernées par les situations de précarité ou de pauvreté, se sentent et (re)deviennent citoyens par le déploiement de leur pouvoir d'agir.

LA COMMISSION TRANSGRESSION

Mise en place en 2016, nous entendons par transgressions trois niveaux de difficultés. La commission se réunit pour traiter les cas les plus graves.

Le premier niveau, dit transgressions légères, comprend les incivilités souvent à la vie en collectivité.

Le deuxième, dit transgressions intermédiaires, comprend les questions liées au règlement de fonctionnement et au contrat de séjour. Ce sont des rappels aux devoirs de la personne accueillie.

Les 2 premières ne remettent pas en cause l'hébergement.

Pour la troisième, il s'agit de transgressions lourdes qui portent préjudice à autrui ou au service. C'est sur ce niveau que la commission se réunit. Elle peut décider la fin de prise en charge mais propose des alternatives.

Pour l'année 2018, la commission s'est réunie 2 fois. Pour le 1^{er} cas, elle a décidé une suspension de l'hébergement puis une réintégration avec soins.

Le deuxième s'est déroulé sur Chinon et elle a décidé une fin de prise en charge, les faits étant très graves.

Par ailleurs, en plus de la commission, 3 événements indésirables ont été transmis à la DDCS pour signaler des comportements de personnes posant de grosses difficultés. Il est à noter qu'une personne accueillie, refusant l'accompagnement social et ne payant pas sa participation a refusé de quitter sa chambre après lui avoir signifié une fin d'hébergement. Une procédure d'expulsion, lourde et coûteuse, a été engagée par l'association. Celle-ci dura 1 an.

RAPPORT DE GESTION 2018

Établi par le Conseil d'Administration et présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle le 28 mai 2019

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre association durant l'exercice clos le 31/12/2018 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

- Situation et évolution de l'activité de l'association au cours de l'exercice.

L'analyse de notre activité et de son évolution fait l'objet d'un rapport d'activité distinct du présent rapport financier.

Pour l'année 2018, les faits marquants ont été :

- La création en Mars d'un nouveau dispositif d'accompagnement au relogement des publics réfugiés
- La finition des travaux du nouveau lieu d'accueil rue Marcel Tribut
- Le déménagement en juin du Pôle Social et Médical vers ces nouveaux locaux
- L'autorisation d'ouverture pour 2 années (renouvelable une fois) du dispositif d'hébergement et d'accompagnement pour 60 mineurs non accompagné suite à l'appel à projet lancé par le Conseil Départemental
- Le déménagement des 19 places de CHRS du site de La Chambrierie vers des appartements en secteur diffus
- La réalisation de travaux d'aménagement sur le site de la Chambrierie pour l'Ouverture des 15 lits LAM à la fin du mois de novembre.

- Examen des comptes et résultat

Comptes de résultat

1) Au cours de l'exercice clos le 31/12/2018, les produits de fonctionnement s'élèvent à : 12 830 K€ contre 11 100 K€ pour l'exercice précédent (+1 730 K€).

Ils comprennent :

- Subventions d'exploitation : 10 350 K€ ;
- Ventes et prestations de service : 2 038 K€ ;
- Reprises de provisions et transferts de charges : 261 K€ ;
- Cotisations des adhérents : 5 K€ ;
- Autres produits : 176 K€.

La variation des produits de fonctionnement comprend :

- Diminution de - 9 k€ des prestations ASE ;
- + 284 k€ de progression de l'activité de l'IAE (dont production immobilisée - 53 k€)
- + 386 k€ de subventions sur projet (aides aux postes exclues)
- + 1 519 k€ d'aides aux postes (précédemment enregistrées en transferts de charges)

Les subventions d'exploitation se répartissent principalement comme suit :

- Conseil Départemental : 508 K€ (hors ASE) ;
- Dotations globales AVA / LHSS / CHRS / LAM / MNA : 4 894 K€ (+ 1 043 K€) ;
- DDCS : 2 323 K€ (+499 k€) ;
- CAF : 327 K€ ;
- Conseil Régional : 294 K€ ;
- Communes et communauté de communes : 133 K€ ;
- Fonds de Solidarité Logement : 135 K€ ;
- Autres : 217 K€.

L'augmentation des subventions octroyées par la DDCS est principalement corrélée aux dotations suivantes : nuitées hôtels et services BOP 177 : + 173 k€ ; Dolbeau logements diffus + 24 k€ ; dispositifs en faveur des réfugiés + 245 k€ ; minorés par le repli des subventions SAO SIAO à hauteur de - 76 k€.

2) Au cours de l'exercice clos le 31/12/2018, les charges de fonctionnement s'élèvent à 12 469 k€ contre 10 809 k€ pour l'exercice précédent (+1 660 k€).

Elles comprennent :

- Les dépenses d'activité : 3 337 k€ ;
- Les charges de personnel : 7 838 k€ ;
- Les impôts et taxes : 392 k€ ;
- Les dotations aux amortissements : 389 k€ ;
- Les dotations aux provisions : 80 k€ ;
- Les autres charges : 433 k€.

Les charges de personnel augmentent significativement entre 2017 et 2018, du fait de recrutements rendus nécessaires par le déploiement des nouveaux dispositifs. La constatation du Crédit d'Impôt sur la Taxe sur les Salaires (CITS) (- 132 k€), enregistré en minoration des comptes d'impôts, permet de minorer légèrement cette hausse.

L'effectif moyen de l'association s'élève au 31 décembre 2018 à 262 ETP.

3) Le résultat financier s'élève à -17 K€ dont 4 k€ de produits financiers (produits en hausse de +1 k€ par rapport à 2017).

4) Le résultat exceptionnel s'élève à + 51 k€.

Il comprend les produits exceptionnels suivants (1 319 k€) :

- Cessions d'actifs immobilisés : 1 262 k€
- Reprise au résultat des subventions d'investissement : 52 k€ ;
- Produits exceptionnels sur exercices antérieurs : 5 k€.

Il comprend les charges exceptionnelles suivantes (1 268 K€) :

- Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs : 5 K€ ;
- Charges sur cessions d'actifs immobilisés : 56 k€
- Autres : 1 K€.
- Provisions règlementées : 1 206 K€

5) Enfin, l'exercice clos le 31/12/2018 se solde par un excédent : + 302 k€.

6) La valorisation des contributions en nature s'élève à 254 093 €. Elle comprend notamment :

- valorisation du bénévolat : 242 913 €
- mécénat valorisé : 11 180 €

Situation financière

Les fonds associatifs ressortent à 4 875 k€ au 31 décembre 2018 (+ 1 478 k€).

La progression s'explique essentiellement par :

- Résultat de l'exercice 2017 : + 302 k€
- La variation des provisions réglementées : + 1 206 k€

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 491 k€ au 31/12/2018 (- 31 k€).

L'actif immobilisé net s'élève à 4 787 k€.

Les acquisitions d'immobilisations (hors immobilisations financières) s'élèvent à 1 769 k€ au cours de l'exercice.

L'actif circulant s'élève à 3 975 k€. Il comprend les créances d'exploitation et les disponibilités.

PERSPECTIVES

Prise en charge par Tours Habitat, des travaux vont s'engager au dernier trimestre 2019 pour l'extension de cinq places supplémentaires du dispositif LAM. L'ouverture des places supplémentaires est prévue pour juin 2020.

Des travaux d'aménagement de l'entre sol au 46 avenue Gustave Eiffel se terminent en juin 2019, ils vont permettre l'extension du centre de formation.

D'autres travaux doivent aussi débiter sur notre site du SIPAE pour une réfection complète du site afin d'améliorer les conditions de travail de tous les salariés (vestiaires, sanitaires, bureaux, ...)

L'association s'est positionnée sur un appel à projet concernant l'insertion professionnelle des réfugiés, si ce projet est retenu, l'association renforcera ses missions auprès des réfugiés et aura un rôle de coordination des actions de plusieurs acteurs associatifs. Cette nouvelle mission nécessitera la recherche de nouveaux locaux d'accueil.

Dans la continuité d'une étude lancée fin 2018, nous allons accompagner le relogement, la formation et l'insertion professionnelle de 11 familles bulgares vivant en bidonville sur le site des Iles noires.

Enfin une action d'hébergement de 5 places et d'accompagnement des détenus dans le cadre de la fin de peine et de leur insertion sociale et professionnelle est lancée au premier semestre 2019.

INFORMATIONS LEGALES

- Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice.

Néant

RESULTATS - AFFECTATION

- Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un excédent de 301 862 €.

Nous vous proposons également de bien vouloir approuver les affectations suivantes :

- CHRS	+ 142 429
- Santé	- 11 478
- Autres activités sociales	+ 27 455
- Formation	+ 31 218
- IAE	+ 104 865
- Vie associative	- 4 950
- Services Mutualisés	+ 12 323

AUTRES INFORMATIONS

Activités de l'association en matière de recherche-développement :

Néant.

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE L'ASSOCIATION

Conseil d'administration

L'assemblée générale doit délibérer sur la nomination/renouvellement d'administrateurs suivants :

Sortants :

Francis BERTHON
Annick BOURRET
Dominique DE LANNOY
Jean-Paul MERCIER
Annick MORICE
Georges MOUGEL
Jean-Noël ROUET
Pierre TRINSON

Nouveaux candidats :

Martine DELIGNE
Géraldine FREYDIER
Philippe CHARRON
Patrick RICHARD

CONTROLE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Il vous sera donné lecture du rapport sur les comptes annuels de votre Commissaire aux comptes et du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L 612-5 du Code de commerce et L 313-25 du code de l'action sociale et des familles.

Votre Conseil vous invite, après la lecture de ces rapports, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'Administration

RAPPORT D'ORIENTATION

Les dernières années, comme on l'a vu dans les différents rapports, ont été des années de mise en place et d'aboutissement d'un certain nombre de projets, et par ailleurs des années particulières du fait de l'anniversaire des 70 ans de l'Entraide.

Au regard de la densité des actions menées et du nombre croissant de sollicitations, il nous faut consolider notre activité pour ne pas risquer de fragiliser l'avenir de l'association par une dispersion non maîtrisée. Aussi, les orientations pour les années à venir doivent-elles s'inscrire dans une juste articulation du passé, du présent et du futur :

- Continuer à adapter notre offre d'activités et de services aux évolutions des publics accueillis, à leurs problématiques spécifiques et à leurs besoins.
- Continuer à adapter nos offres de service aux évolutions des politiques publiques, voire anticiper celles-ci.
- Renforcer notre « veille stratégique », tant pour ajuster nos prestations qu'en matière de gouvernance associative, afin d'adopter des pratiques innovantes.
- Consolider nos ressources durables afin de garantir la qualité et la continuité de notre Projet associatif.
- Approfondir ou développer la coopération avec les partenaires institutionnels, les associatifs, et avec le tissu économique local.
- Poursuivre et améliorer la fédération des énergies des bénévoles et des professionnels.
- Continuer à développer la participation de toutes les personnes accueillies.
- Développer une action associative efficiente et visible, afin qu'à notre échelle nous apportions notre part à la construction d'une société porteuse de solidarités et plus inclusive.
- Amplifier notre contribution à l'accès aux aides, dont le « grand débat national » a confirmé qu'elles n'étaient sollicitées que par 70 % environ des personnes qui peuvent y prétendre.
- Réfléchir à la suite à donner à notre Plan stratégique, qui va se terminer fin 2020 avec l'accomplissement de belles réalisations.

GLOSSAIRE

ACJET : Association de contrôle judiciaire et enquêtes de Tours

AG : Assemblée générale

AJH : Association Jeunesse et Habitat

ALT : Allocation Logement Temporaire

AME : Aide Médicale Etat

AMECS : Accès, Médiation et Coordination des Soins

ANVP : Association Nationale des Visiteurs de Prison

ATHOBA : Accueil Thérapeutique pour Hommes Battants

AVDL : Accompagnement Vers et Dans le Logement

CA : Conseil d'administration

CACES : Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité

CADA : Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile

CAVA : Contrat Adaptation à la Vie Active

CCAS : Centre Communal d'Action Sociale

CDAPH : Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées

CHRS : Centre d'hébergement et de réinsertion sociale

CHU : Centre d'Hébergement d'Urgence

CHS : Centre d'Hébergement et de Stabilisation

CIDFF : Centre d'information sur le droit des femmes et des familles

CIP : Conseiller en Insertion Professionnelle

CLAT : Centre de Lutte Anti Tuberculeuse

CLSPD : Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

CMU : Couverture Maladie Universelle

CoViLo : Comité de Vie Locale

CPOM : Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens

CRIA : Centre de Ressources, d'Information et d'Accompagnement

CUO : Commission Unique d'Orientation

CVS : Conseil de la vie sociale

DALF : Diplôme Approfondi de Langue Française

DDCS : Direction Départementale de la Cohésion Sociale

DELF : Diplôme d'Etudes en Langue Française

DIHAL : Direction Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement

ETP : Equivalent Temps Plein

FAS : Fédération des Acteurs de la Solidarité

FICOSIL : Filiale Immobilière Commune des Organismes Sociaux d'Indre et Loire

FLE : Français Langue Etrangère

FOAD : Formation Ouverte A Distance

GENEPI : Groupement Etudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées

GPS : Groupe Participation et solidarité

HUDA : Hébergement d'Urgence des Demandeurs d'Asile

IAE : Insertion par l'Activité Economique

JNP : Journée Nationale Prison

LAM : Lits d'Accueil Médicalisés

LHSS : Lit Halte Soins Santé

MNA : Mineurs Non Accompagnés

OFII : Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

PEC : Prise En Charge

PSM : Pôle social et médical

RAR : Relogement et Accompagnement des Réfugiés

SAO : Service Accueil et Orientation

SAPJ : Service Accompagnement Prison Justice

SIAO : Service Intégré d'Accueil et d'Orientation

SIPAE : Service d'Insertion Par l'Activité Economique

SLEX : Service des Logements Extérieurs

SOLIHA : Solidaires pour l'Habitat

SPIP : Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation